



4 avril 2022

Rapport sur les marchés publics de l'OFROU en 2021

N° du document : ASTRA-D-E3883401/470

Impressum

Date d'élaboration / de révision :	14.03.2022/1.04.2022
Auteur :	Div. Gestion et finances
Nombre de pages :	45



Table des matières

1	Introduction	3
2	But et contenu	3
3	Aspects fondamentaux des marchés publics de l'OFROU	3
3.1	À quoi servent les acquisitions de l'OFROU et sur quoi portent-elles ?	3
3.2	Quelles bases légales et prescriptions internes l'OFROU doit-il prendre en considération pour les acquisitions ?	4
3.3	Comment l'OFROU garantit-il le respect des principes régissant les marchés publics ?	4
3.4	Quels sont les outils de travail utilisés par l'OFROU pour les acquisitions ?	5
4	Questions fréquentes (FAQ)	6
5	Statistiques 2021 des marchés publics de l'OFROU	12
5.1	Vue d'ensemble des marchés publics effectués en 2021 par type de procédure et catégorie d'achat	12
5.2	Volumes des contrats par catégorie d'achat	14
5.3	Nombre de partenaires (crédeurs) avec lesquels l'OFROU a conclu des contrats en 2021	16
5.4	Adjudications les plus importantes en 2021	17
5.5	Adjudications 2021 par canton, en millions de francs (siège du partenaire contractuel)	18
5.6	Adjudications de gré à gré ayant dépassé la valeur seuil légale en 2021	19

1 Introduction

L'Office fédéral des routes (OFROU) est l'autorité suisse compétente pour la mobilité individuelle et les infrastructures routières d'importance nationale. Il assume d'une part des tâches stratégiques et législatives, d'autre part la responsabilité opérationnelle directe du développement, de l'entretien, de l'exploitation et de la gestion du trafic des routes nationales (RN). Il couvre ainsi les facteurs d'influence les plus importants de la mobilité individuelle, à savoir les personnes et les véhicules, en participant au façonnement du cadre légal et des dispositions d'exécution relatifs à la circulation routière (qui et qu'est-ce qui a le droit de circuler, dans quelles conditions et dans quel état). La composante de l'infrastructure vient s'y ajouter ; elle vise principalement à garantir la capacité du réseau des routes nationales et de celui des routes principales.

L'OFROU est ainsi responsable des trois groupes de produits suivants :

- Réseaux routiers : ce groupe comprend les tâches stratégiques dans le domaine des routes nationales, entre autres la planification à long terme et la gestion du trafic. Il englobe également la recherche en matière de routes et la prise en considération des dernières découvertes scientifiques lors de l'élaboration des standards. Pour finir, la mobilité douce appartient aussi à ce groupe.
- Infrastructure routière : les principales tâches de ce groupe sont l'entretien, la construction et l'aménagement des routes nationales ainsi que l'exploitation du réseau. Vu l'ampleur des tâches et le travail à fournir sur le terrain, ces tâches sont assurées par deux divisions et cinq filiales au total.
- Circulation routière : ce groupe comprend tous les aspects de la circulation sur les routes ainsi que les exigences techniques posées aux véhicules.

L'OFROU a conscience de la responsabilité découlant de son vaste éventail de tâches. Les moyens fournis par les usagers de la route doivent être utilisés de manière efficace et efficiente. Les marchés publics jouent un rôle central à cet égard. En 2021, 3630 acquisitions pour un montant supérieur à 2,2 milliards de francs ont été effectuées. L'office déploie par conséquent de gros efforts afin de garantir une utilisation rationnelle des fonds en passant des marchés publics transparents, équitables et conformes aux règles.

2 But et contenu

Le présent document rend compte des marchés publics conclus par l'OFROU en 2021. Il sert à représenter ceux-ci avec transparence tant sur le plan interne que vis-à-vis de l'extérieur. Le document est divisé en trois parties : la première partie explique le contexte (chap. 1 à 3), la deuxième répond aux questions les plus fréquemment posées (chap. 4), tandis que la troisième est consacrée principalement à des statistiques (chap. 5).

Il faut noter que le présent rapport se limite aux marchés publics conclus dans le cadre des activités que l'OFROU exécute lui-même. Dans le domaine des routes nationales, certaines tâches importantes sont assumées par des tiers, qui achètent parfois également des prestations à l'extérieur. Dans de tels cas, c'est en règle générale le droit cantonal des marchés publics qui s'applique. L'exploitation des routes nationales, dont la charge représentait environ 425 millions de francs en 2021, est l'une de ces activités déléguées à des tiers : elle a été confiée aux onze unités territoriales cantonales au moyen d'accords sur les prestations. Il faut également mentionner l'achèvement du réseau, pour lequel les cantons assument le rôle de maître d'ouvrage, tandis que la Confédération prend en charge la majorité des coûts. En 2021, la charge correspondante (part de la Confédération) se montait à environ 163 millions de francs, essentiellement pour des projets dans le canton du Valais. Les acquisitions concernées ne figurent pas dans les statistiques du chap. 5.

3 Aspects fondamentaux des marchés publics de l'OFROU

3.1 À quoi servent les acquisitions de l'OFROU et sur quoi portent-elles ?

En sa qualité de service d'achat central de la Confédération au sens de l'art. 3, let. a, de l'ordonnance sur l'organisation des marchés publics de l'administration fédérale (Org-OMP), l'OFROU achète des

prestations de service et de construction ainsi que des biens dans le but d'une part d'assurer la capacité du réseau des routes nationales et d'autre part de réaliser les autres tâches de l'office visant à garantir une mobilité sûre et durable sur la route (art. 9 Org-OMP en relation avec l'annexe 1 Org-OMP). Il s'agit notamment des éléments suivants :

- prestations de planification et de conception en génie civil (élaboration des plans pour les projets d'entretien et de construction)
- prestations de service pour le soutien dans le cadre de l'organisation, de l'administration et de la réalisation de projets de construction (appui au maître d'ouvrage)
- travaux de construction (par ex. pose de revêtements routiers, installation et entretien de parois antibruit, réfection de tunnels et de ponts)
- installation, entretien et exploitation d'installations de détection d'incendie, d'installations de signaux lumineux, des équipements d'exploitation et de sécurité (EES), de la signalisation, de panneaux indiquant la vitesse, de la signalisation des issues de secours, etc.
- prestations informatiques en lien avec la circulation routière en général (par ex. accidents de la circulation, registre des véhicules, registre des cartes de tachygraphes)
- prestations dans le cadre de la circulation routière en général (par ex. recherche, gestion de la qualité, expertises)

3.2 Quelles bases légales et prescriptions internes l'OFROU doit-il prendre en considération pour les acquisitions ?

Lorsqu'il effectue des acquisitions, l'OFROU est tenu de respecter des lois internationales (Accord sur les marchés publics, AMP) et nationales. La loi fédérale sur les marchés publics (LMP) transpose dans le droit suisse les dispositions de l'AMP et vise la transparence des procédures, le renforcement de la concurrence, une utilisation des deniers publics qui soit économique et qui ait des effets économiques, écologiques et sociaux durables ainsi que l'égalité de traitement des soumissionnaires. L'ordonnance sur les marchés publics (OMP) est avant tout une ordonnance d'exécution de la LMP.

De plus, l'OFROU dispose d'un manuel sur les marchés publics relatifs aux routes nationales ([Manuel sur les marchés publics - Routes nationales - OFROU](#)) qui synthétise la pratique de l'OFROU et garantit une réalisation uniforme des acquisitions. Le droit des marchés publics étant en constante mutation du fait des modifications des dispositions afférentes et de la jurisprudence, l'OFROU s'efforce de maintenir à jour ce manuel. Ce dernier est actualisé régulièrement.

3.3 Comment l'OFROU garantit-il le respect des principes régissant les marchés publics ?

Les marchés publics de l'OFROU reposent sur les principes ci-après régissant les marchés publics : transparence, renforcement de la concurrence, utilisation économique et durable des deniers publics et principe d'égalité de traitement.

Transparence

Pour l'OFROU, il est très important que le déroulement de la procédure soit compréhensible tant pour les soumissionnaires que pour les instances de contrôle. La publication de l'appel d'offres, la communication des critères d'adjudication, les prescriptions en matière de spécifications techniques ainsi que la publication et la justification de la décision d'adjudication en particulier contribuent de manière essentielle à la transparence de la pratique de l'OFROU. En exposant même ses processus internes en matière de marchés publics par la publication du présent rapport et du manuel sur les marchés publics relatifs aux routes nationales, l'OFROU va au-delà des exigences minimales en matière de transparence.

Renforcement de la concurrence

Les appels d'offres ouverts et les procédures sur invitation renforcent la concurrence entre les soumissionnaires. L'OFROU alloue environ 80 % du montant total de ses dépenses dans le cadre de ces procédures. La majorité de ses dépenses est ainsi effectuée en situation de concurrence.

Utilisation économique des deniers publics

L'OFROU doit respecter aussi bien la loi sur les finances de la Confédération (LFC), qui exige que l'administration contrôle ses dépenses et fasse un emploi efficace et économe de ses fonds, que le droit fédéral des marchés publics. Ces prescriptions exigent que les deniers publics soient utilisés de manière efficace et économique et qu'en matière d'acquisitions, le marché soit adjugé à l'auteur de l'offre la plus avantageuse. Cette dernière ne sera pas évaluée uniquement en fonction du prix, mais aussi sur la base de différents critères tenant compte des besoins, afin que l'autorité adjudicatrice obtienne des prestations de qualité à un prix avantageux. C'est la raison pour laquelle le marché est adjugé à l'auteur de l'offre la plus avantageuse et pas obligatoirement la moins onéreuse, autrement dit celle qui présente le meilleur rapport prix-prestations.

Utilisation durable des deniers publics

Dans le cadre de la révision de la loi fédérale sur les marchés publics, l'utilisation durable – et partant, écologique – des deniers publics figure parmi les buts inscrits dans le droit des marchés publics. Désormais, l'OFROU est donc tenu légalement, avant de procéder à une acquisition, de réfléchir à la manière de répondre à ses besoins en économisant au maximum les ressources. Il veille à ce que les soumissionnaires respectent les législations déterminantes en matière de protection de l'environnement, et soutient dans la mesure du possible les solutions écoresponsables et les pratiques innovantes.

Principe de l'égalité de traitement

L'OFROU garantit l'égalité de traitement des soumissionnaires suisses et étrangers pendant toutes les phases de la procédure. Afin que ce principe soit respecté, les soumissionnaires à l'origine de prestations essentielles ou de savoir-faire avant une procédure d'adjudication et disposant donc d'un avantage concurrentiel impossible à éliminer sont exclus de la procédure en question.

3.4 Quels sont les outils de travail utilisés par l'OFROU pour les acquisitions ?

L'OFROU a élaboré le manuel sur les marchés publics évoqué au point 3.2 afin de garantir la transparence de toutes les étapes de la procédure.

En outre, tous les modèles pour les acquisitions et les contrats sont publiés sur Internet et accessibles au public :

[Modèles pour les acquisitions et les contrats \(admin.ch\)](#)

Des modèles uniformes ont été conçus pour les projets liés à la construction des routes nationales selon le droit régissant les routes nationales (relevé de l'état, construction, aménagement et entretien). Leur utilisation par les acquéreurs est obligatoire pour que soit garantie une pratique homogène. Les modèles pour les contrats, dossiers d'offre, conditions relatives à la procédure d'adjudication et garanties se trouvent dans le générateur de documents :

[Générateur de documents de l'OFROU \(admin.ch\)](#)

4 Questions fréquentes (FAQ)

Comment adjuge-t-on un marché ? Quelles sont les procédures d'adjudication existantes ?

Les prescriptions légales prévoient les quatre procédures d'acquisition suivantes :

- La procédure ouverte : le marché est publié sur www.simap.ch. Tout soumissionnaire peut soumettre une offre. Cette procédure est aussi appelée « procédure OMC », car elle est soumise aux règles internationales de l'OMC.
- La procédure sélective : la procédure se déroule en principe comme la procédure ouverte, mais en deux temps : tous les soumissionnaires intéressés présentent dans un premier temps une demande de participation. L'OFROU contrôle ensuite l'aptitude des soumissionnaires sur la base des justificatifs fournis et choisit les soumissionnaires autorisés à soumettre une offre pendant la seconde phase. L'OFROU n'adopte que très rarement des procédures sélectives.
- La procédure sur invitation : l'OFROU invite au moins trois soumissionnaires à déposer une offre. Les soumissionnaires non invités ne peuvent pas participer.
- La procédure de gré à gré : le soumissionnaire est sélectionné sans appel d'offres et le marché est adjugé directement. L'adjudicateur peut demander des offres afin de laisser s'exercer un minimum de concurrence.

La loi régleme à l'aide de valeurs seuils quelle procédure doit être appliquée à quel moment. Le tableau ci-après présente un récapitulatif des différentes procédures et leur valeur seuil selon la LMP et l'OMP. Les valeurs seuils s'entendent hors taxe sur la valeur ajoutée.

Vue d'ensemble des valeurs seuils

x = valeur du marché

Valeurs seuils	Fournitures	Services	Travaux de construction
Procédure de gré à gré	x < 150 000.- annexe 4, ch. 2, LMP	x < 150 000.- annexe 4, ch. 2, LMP	x < 150 000.- annexe 4, ch. 2, LMP
Procédure sur invitation	150 000.- ≤ x < 230 000.- annexe 4, ch. 2, LMP	150 000.- ≤ x < 230 000.- annexe 4, ch. 2, LMP	300 000.- ≤ x < 2 mio annexe 4, ch. 2, LMP
Procédure sur invitation (protection juridique secondaire, art. 52 LMP)	150 000.- ≤ x < 230 000.- art. 52, al.1, let. a, LMP ; annexe 4, ch. 2, LMP	150 000.- ≤ x < 230 000.- art. 52, al.1, let. a, LMP ; annexe 4, ch. 2, LMP	
Procédure ouverte/sélective (protection juridique secondaire, art. 52 LMP)			2 mio ≤ x < 8,7 mio art. 52, al. 1, let. b, LMP ; annexe 4, ch. 1.1 et 2, LMP
Procédure ouverte/sélective	x ≥ 230 000.- annexe 4, ch.1.1, LMP	x ≥ 230 000.- annexe 4, ch. 1.1, LMP	x ≥ 8,7 mio annexe 4, ch. 1.1, LMP

La procédure de gré à gré peut exceptionnellement aussi être utilisée avec des montants plus importants. Les exceptions sont définies de manière exhaustive à l'art. 21, al. 2, LMP. La liste des adjudications de gré à gré faites par l'OFROU en 2021 sur la base de ces dispositions exceptionnelles figure au chap. 5.6. L'OFROU veille à ne pas morceler les marchés d'une manière qui pourrait empêcher une procédure ouverte et remplacer celle-ci par plusieurs adjudications de gré à gré.

Pourquoi les marchés ne sont-ils pas tous adjugés de manière concurrentielle ?

En général, le principe ci-après vaut pour des raisons économiques : plus la valeur du marché est grande, plus la procédure est lourde et la protection juridique étendue. Dans le cadre des procédures d'acquisition, l'entité adjudicatrice n'est pas la seule à devoir assumer des dépenses : il en va de même pour les soumissionnaires. L'expérience montre que l'élaboration d'une offre représente environ 0,2 à 0,4 % de la valeur du marché, selon la complexité de l'objet du marché.

Les procédures de concours sont par nature plus contraignantes que les procédures d'adjudication de gré à gré : plusieurs soumissionnaires déposent des offres, qui sont ensuite analysées et comparées par l'entité adjudicatrice. Au final, seule une offre peut être retenue, et l'élaboration des offres n'est pas remboursée.

L'économie potentielle qui peut être réalisée dans le cadre d'un appel d'offres doit justifier les coûts au niveau de l'office et du soumissionnaire. Étant donné que cette économie n'est généralement pas réalisable dans le cas d'acquisitions de moindre envergure, la loi n'exige pas plusieurs offres, mais admet une adjudication de gré à gré.

L'OFROU examine les prix de manière très précise dans le cadre de procédures de gré à gré, puisqu'il n'y a pas de concurrence. Les grandeurs de référence sont les prix offerts pour des prestations comparables en situation de concurrence. À titre exceptionnel, des acquisitions de grande envergure ont également été effectuées selon la procédure de gré à gré. Le chap. 5.6 fournit des informations à ce sujet.

Quelles mesures l'OFROU prend-il pour lutter contre la corruption ?

Les marchés publics font partie des domaines particulièrement exposés à la corruption. En sa qualité de grande entité adjudicatrice des pouvoirs publics, l'OFROU a donc à cœur de sensibiliser ses collaborateurs à cette question, qu'ils procèdent eux-mêmes à des acquisitions ou non. Outre le code de conduite de lutte contre la corruption, l'OFROU a élaboré un guide ([Guide de lutte contre la corruption au sein de l'OFROU](#)) qui régleme par exemple en détail et de manière contraignante la gestion des cadeaux ou des invitations. Tous les nouveaux collaborateurs sont sensibilisés à ce thème et signent une déclaration d'impartialité. Les personnes qui participent régulièrement aux acquisitions suivent en plus des cours spéciaux.

Les collaborateurs ont également la possibilité de confier librement leurs craintes et leurs soupçons à un médiateur indépendant, à tout moment et de manière anonyme. Ils ne sont ainsi pas contraints de les garder pour eux par peur de sanctions internes.

Comment l'OFROU gère-t-il le marché suisse des ingénieurs et des planificateurs, qui est particulièrement petit ?

L'OFROU a introduit une série de mesures préventives afin d'éviter de possibles conflits d'intérêts. Il faut par exemple constituer une nouvelle équipe d'évaluation pour chaque projet afin de garantir l'objectivité de ses membres par un changement permanent des collègues de travail. L'évaluation des offres reçues à la suite de la publication de l'appel d'offres respecte strictement les critères prescrits et publiés dans les documents d'appel d'offres. Aucun écart n'est permis. Cette mesure garantit le respect de l'égalité de traitement des soumissionnaires et la transparence de l'offre. D'autres mesures figurent dans le manuel sur les marchés publics de l'OFROU.

Comment l'OFROU gère-t-il le fait que certains collaborateurs étaient auparavant responsables de l'adjudication de marchés dans le cadre de fonctions comparables au sein d'offices cantonaux des ponts et chaussées ou d'entreprises de l'économie privée ?

Les collaborateurs de l'OFROU qui s'occupent des adjudications sont formés en interne et sensibilisés notamment aux questions de partialité et de récusation. Tous les collaborateurs doivent communiquer à l'OFROU les conflits d'intérêt résultant de leurs activités précédentes, en signant une déclaration d'impartialité lorsqu'ils prennent leurs fonctions, puis tous les cinq ans. De plus, une réglementation initiale de récusation est régulièrement imposée afin d'éviter ne serait-ce que l'impression d'une

quelconque partialité. Les relations économiques entre les collaborateurs de l'OFROU et des entreprises du secteur du bâtiment sont interdites (par ex. dans le cadre d'activités extraprofessionnelles). Les marchés publics de l'OFROU sont régulièrement audités par le Contrôle fédéral des finances (CDF), la Révision interne (IR) et le service juridique afin de contrôler en particulier que ces normes en matière d'acquisition soient correctement mises en œuvre.

Qui évalue les différentes offres au sein de l'OFROU ?

Nous renvoyons au manuel sur les marchés publics (p. 64 ss.) pour ce qui est du processus d'évaluation des différentes offres. Il prévoit que les offres sont évaluées par l'équipe d'évaluation sur la base des critères communiqués au préalable. L'équipe d'évaluation est composée d'au moins trois collaborateurs, à savoir du chef de projet et de deux collaborateurs de l'OFROU en alternance, en veillant à ce que les supérieurs hiérarchiques ne participent pas systématiquement. Un externe peut également faire partie de cette équipe. Les trois personnes procèdent séparément et minutieusement à l'évaluation des offres, et documentent celle-ci avec précision. Ils reconsidèrent ensuite leur évaluation en plénum. La décision d'adjudication incombe en fin de compte à la hiérarchie.

L'OFROU utilise-t-il une grille concrète pour évaluer le rapport technique / l'analyse des tâches d'une offre ? Dans l'affirmative, à quoi ressemble cette grille et qui la définit à quel moment ?

La grille ou les critères utilisés pour l'évaluation sont définis dans le manuel sur les marchés publics de l'OFROU et accessibles au public. Les critères de qualification et d'adjudication valables pour le marché public sont publiés lors de la mise au concours. Les pages 28 à 30 et 33 à 43 du manuel sur les marchés publics contiennent des informations utiles en la matière.

Selon la doctrine dominante et la jurisprudence, l'autorité adjudicatrice dispose d'un pouvoir d'appréciation important notamment pour l'évaluation des « critères subjectifs » en question. Elle procède toujours dans une juste appréciation de ses obligations. Depuis la RPT, aucun recours pour « transgression du pouvoir d'appréciation » n'a été admis par un tribunal.

À quoi servent les critères d'adjudication « analyse des tâches » et « concepts GQ » ?

L'analyse des tâches et les concepts de gestion de la qualité (concepts GQ) permettent à l'adjudicataire potentiel de présenter des idées novatrices. Les idées de ce type peuvent avoir une influence décisive sur l'adjudication. Les critères en question permettent à l'OFROU de garantir que la qualité des offres et donc la capacité des soumissionnaires à innover, et pas seulement le prix, jouent un rôle important lors de la détermination de l'offre la plus avantageuse.

Comment est-il possible de tenir compte des spécificités régionales lors de l'évaluation des offres ?

L'OFROU est tenu légalement de retenir l'offre la plus avantageuse lors de chaque adjudication. Les délais, la qualité, le prix, la rentabilité, l'opportunité de la prestation, la compatibilité environnementale et la valeur technique sont quelques-uns des critères qu'il doit prendre en considération à cette occasion. Il n'est pas inhabituel que des entreprises régionales interviennent aussi, d'autant plus qu'elles connaissent souvent bien les spécificités locales et sont déjà présentes sur place, raison pour laquelle elles peuvent soumettre des offres intéressantes. Les connaissances des spécificités régionales devraient se traduire par une meilleure offre sur le plan économique. Cependant, les principes de transparence et d'égalité de traitement doivent être respectés dans le cadre des marchés publics. Utiliser la présence locale comme critère d'adjudication voire comme critère de qualification va à l'encontre des prescriptions légales. De tels critères favorisent clairement les entreprises locales et contreviennent ainsi au principe d'égalité de traitement.

Le système consistant à comparer entre elles des offres aussi similaires que possible ne freine-t-il pas l'innovation ?

Il y a ici une pesée des intérêts. Les directives strictes de l'OFROU relatives à l'élaboration des offres et de leurs contenus permettent d'obtenir un degré élevé de comparabilité des offres. Cela simplifie l'évaluation pour l'OFROU et garantit une égalité de traitement des différents soumissionnaires. En outre, cela réduit pour ces derniers le risque de soumettre une offre contenant des éléments non demandés ou une offre non conforme aux documents d'appel d'offres, qui devrait probablement même être exclue pour cette raison. Il en résulte cependant aussi qu'il n'est pas possible de tenir compte d'offres proposant des approches totalement différentes, potentiellement novatrices. Dans les marchés concernant la planification et l'appui au maître d'ouvrage, le critère d'adjudication « analyse des tâches » permet toutefois de gagner des points en soumettant des idées novatrices dans le cadre prescrit. Il est par ailleurs possible de soumettre des variantes, mais il faut toujours remettre une offre de base.

Comment l'OFROU gère-t-il les sous-enchères (dumping) ?

L'OFROU a conscience du fait que si des tarifs horaires bas constituent certes une chance, ils représentent aussi des risques. L'OFROU est tenu légalement de retenir l'offre la plus avantageuse. Toutefois, si un prix total semble anormalement bas par rapport aux prix des autres offres, l'offre correspondante ne peut pas être simplement exclue de la procédure. En pareil cas, l'OFROU est tenu de procéder à un examen plus détaillé. Il doit garantir que le soumissionnaire concerné remplit les conditions de participation à la procédure (cf. art. 38, al. 3, LMP). Si celui-ci ne peut pas en apporter la preuve, son offre doit être exclue.

De plus, l'office doit veiller à garantir des conditions équitables et transparentes dans le cadre de ses appels d'offres ainsi que l'égalité de traitement de tous les soumissionnaires. Rejeter simplement une offre présentant des tarifs horaires bas avec pour seul argument qu'elle comporte des « prix de dumping » n'est pas admis juridiquement. Il arrive qu'un nouvel acteur du marché essaie de remporter un appel d'offres en jouant la carte du prix, par exemple parce que ses personnes-clés disposent de moins d'expérience que celles de la concurrence. Cette possibilité doit être conservée, faute de quoi l'OFROU influencerait directement les structures de la branche des ingénieurs. Indépendamment du prix, les critères d'aptitude garantissent toutefois que le marché ne sera pas adjugé à des entreprises qui ne conviennent pas.

Comment les nouvelles entreprises peuvent-elles quand même obtenir un marché si l'OFROU pondère de manière si importante le critère des références ?

Une entreprise qui ne dispose pas des références en question peut s'associer à d'autres entreprises pour former une communauté de soumissionnaires (par ex. communauté d'ingénieurs [CI] ou communauté de travail [CT]) ou assumer certaines tâches partielles en qualité de sous-traitante et obtenir ainsi de premières références. L'OFROU doit garantir une bonne exécution des projets, raison pour laquelle l'exigence d'une expérience dans des projets comparables est indispensable.

Un soumissionnaire qui n'obtient pas le marché sait-il comment son offre a-t-elle été évaluée ?

Il est important pour l'OFROU d'informer les soumissionnaires des résultats de l'évaluation. C'est la raison pour laquelle les soumissionnaires reçoivent en principe un tableau d'évaluation sous forme anonyme. Par ailleurs, l'OFROU propose des débriefings, lors desquels les soumissionnaires non sélectionnés sont informés notamment des principales raisons justifiant que leur offre n'a pas été retenue ainsi que des caractéristiques et des avantages déterminants de l'offre choisie.

Quels sont les moyens juridiques dont dispose un soumissionnaire en désaccord avec la décision d'adjudication prise par l'OFROU ? Un soumissionnaire doit-il s'attendre à être

désavantagé lors de futurs appels d'offres s'il forme un recours contre une décision de l'OFROU ?

Les personnes concernées peuvent recourir auprès du Tribunal administratif fédéral contre les décisions de l'OFROU relevant du champ d'application de la LMP. Sont concernés les marchés énumérés dans les annexes 1 à 3 de la LMP qui dépassent les valeurs seuils et ne font pas l'objet d'une exception. L'art. 53, al. 1, LMP énumère de façon exhaustive les décisions sujettes à recours. En 2021, 12 recours ont été déposés contre des décisions de l'OFROU (11 contre des décisions d'adjudication et une contre un appel d'offres). L'OFROU a obtenu gain de cause dans six procédures, mais a perdu dans une autre affaire ; cinq procédures sont encore en suspens auprès du Tribunal administratif fédéral.

Les collaborateurs de l'OFROU sont tenus d'évaluer chaque offre sans préjugés. La question de savoir si un soumissionnaire a déposé par le passé un recours contre une décision d'adjudication ne joue aucun rôle dans l'évaluation de son offre.

Que sont les avenants et pourquoi y en a-t-il régulièrement au sein de l'OFROU ?

Un avenant est une prestation additionnelle dans le cadre de rapports contractuels existants. Différentes raisons peuvent justifier la création d'avenants, par exemple la modification de commandes suite à des événements imprévisibles ou imprévus (autres conditions de construction, évolution des normes, prescriptions, etc.) ou à diverses difficultés lors du projet (clarification insuffisante des besoins, dossier d'appel d'offres du maître d'ouvrage incomplet, livraison tardive des plans par un mandataire / le maître d'ouvrage, déroulement des travaux entravé, etc.). Étant donné que l'OFROU ne passe que rarement des marchés pour des produits standard et que les projets de construction ont pour propriété importante d'avoir un caractère unique, il ne sera pas possible d'éviter à l'avenir non plus les avenants malgré les importants efforts déployés pour améliorer les documents d'appel d'offres.

Comment l'OFROU traite-t-il le thème de la durabilité dans les marchés publics ?

Dans le cadre de l'aménagement et de l'entretien des routes nationales, l'OFROU étudie la durabilité de ses projets au moyen des instruments EbeN et NISTRA afin de garantir leur conformité aux objectifs de développement durable et d'adopter des mesures adéquates. Les aspects environnementaux font partie intégrante des projets, qui sont systématiquement assortis d'un rapport d'impact sur l'environnement ou d'une notice d'impact. Dans ses manuels techniques, l'OFROU définit des exigences relatives aux matériaux et aux composants employés : il autorise par exemple que l'asphalte soit en grande partie réutilisé et fixe des prescriptions minimales concernant la durée de vie et l'efficacité énergétique de l'éclairage des tunnels. Les dimensions sociale et écologique de la durabilité sont prises en considération dans les conditions de participation aux appels d'offres (respect des conditions de travail, de l'égalité salariale entre femmes et hommes ainsi que des prescriptions en matière de protection de l'environnement ; cf. art. 12 LMP).

De surcroît, dans le contexte de l'entrée en vigueur du nouveau droit sur les marchés publics, l'OFROU a ajouté des critères d'adjudication relatifs à la durabilité dans son manuel sur les marchés publics. Outre l'analyse du mandat, le responsable du projet peut exiger une analyse de la durabilité, dans laquelle un planificateur ou un entrepreneur peut présenter des solutions d'optimisation et des innovations liées au projet dans des domaines tels que la gestion des matériaux, la réduction des émissions ou la sécurité au travail. Concernant les équipements d'exploitation et de sécurité, le critère d'adjudication relatif aux coûts du cycle de vie peut être appliqué en sus du prix nominal, afin de tenir compte notamment des coûts d'exploitation et de maintenance dans l'appel d'offres.

Pourquoi l'OFROU recourt-il à des bureaux d'appui au maître d'ouvrage (BAMO) ? N'est-ce pas risqué ?

L'OFROU mène actuellement plus de 680 projets de construction (hors achèvement du réseau) sur les routes nationales, avec environ 100 responsables de projet, et s'occupe d'environ 2254 km de routes nationales. Vu la forte charge de travail que les chefs de projet doivent assumer, ils ont parfois besoin de soutien selon le volume et la complexité des projets. L'OFROU achète les prestations qui ne doivent pas impérativement être fournies par le personnel du maître d'ouvrage au moyen de mandats d'appui au maître d'ouvrage (mandats BAMO). Étant donné que le nombre et le volume des projets varient

selon les filiales et les années, le recours à des personnes externes pour l'appui au maître d'ouvrage est une solution plus rentable pour l'OFROU que l'utilisation de son propre personnel. Cette solution permet par ailleurs à l'OFROU de conserver une structure administrative légère.

Les BAMO ne conduisent cependant jamais seuls un projet de l'OFROU, mais sont toujours subordonnés à un chef de projet de l'OFROU. Leur cahier des charges comprend par exemple des tâches de coordination entre les participants au projet, l'organisation des réunions du projet, l'élaboration des bases du projet (manuel de projet), le controlling et la gestion de la qualité spécifique au projet ainsi que l'accompagnement technique du projet.

Le principe du recours à des BAMO a fait ses preuves. Cette solution recèle cependant certains risques. Ainsi, les connaissances du projet des collaborateurs de l'OFROU et, partant, leurs possibilités de contrôle, pourraient diminuer. Ce risque est contré par différentes mesures comme l'établissement d'un cahier des charges standardisé et d'un manuel de projet ainsi que le renforcement du système de contrôle interne.

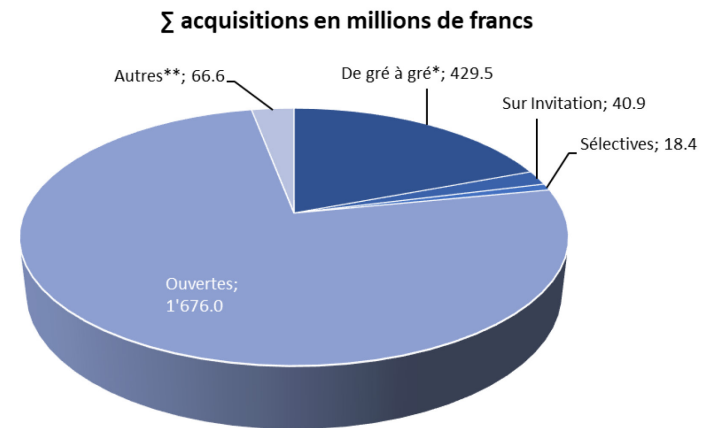
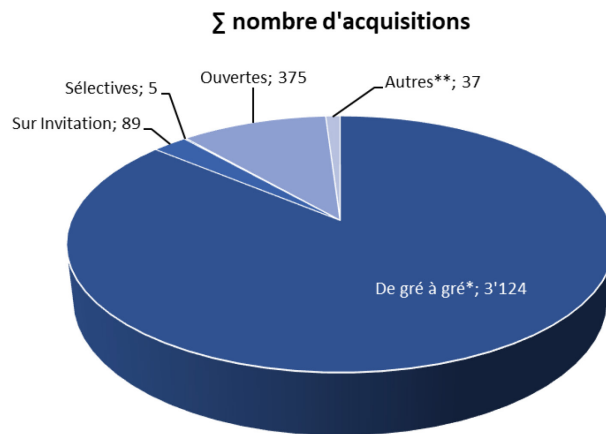
5 Statistiques 2021 des marchés publics de l'OFROU

5.1 Vue d'ensemble des marchés publics effectués en 2021 par type de procédure et catégorie d'achat

Les statistiques 2021 des marchés publics de l'OFROU couvrent les contrats concernant des acquisitions de prestations de construction, de biens et de services. Elles reposent sur les adjudications faites durant l'année de référence 2021 pour les catégories d'achats 21.2 et 21.1, ainsi que sur les contrats conclus en 2021 pour les autres catégories d'achats, dont l'informatique.

2021	Contrats d'entreprise Routes nationales (catégorie d'achat 21.2)		Contrats de prestations et de planification Routes nationales (catégorie d'achat 21.1)		Contrats de livraison Routes nationales (catégorie d'achat 21.2)		Autres contrats, y. c. informatiques		Σ Acquisitions		%	
	Nombre	Mio. Fr.	Nombre	Mio. Fr.	Nombre	Mio. Fr.	Nombre	Mio. Fr.	Nombre	Mio. Fr.	Nombre	Mio. Fr.
De gré à gré*	1'276	244	1'639	173	33	1.7	176	10	3'124	429.5	86%	19%
Sur Invitation	66	37.1	17	3	1	0.2	5	0.9	89	40.9	2%	2%
Sélectives	4	17	-	-	-	-	1	1	5	18.4	0%	1%
Ouvertes	148	1'298.8	187	350	3	2.4	37	24.4	375	1'676.0	10%	75%
Autres**	2	6	35	61	-	-	-	-	37	66.6	1%	3%
Total	1'496	1'603.3	1'878	587.0	37	4.3	219	36.7	3'630	2'231.4	100%	100%
* dont avenants	367	151.74	366	53.57	4	0.02	n.a.	n.a.	737	205.3	24%	48%
* dont adjudications pour des montants dépassant les valeurs seuils	26	95.0	56	68.4	-	-	5	3.6	87	167.0	3%	39%

** conclusion de contrats In-state, acquisition de terrain



Le tableau précédent montre que l'OFROU a réalisé 3630 acquisitions en 2021, pour une valeur totale supérieure à 2,2 milliard de francs. Ces chiffres ne comprennent pas les acquisitions des unités territoriales faites pour l'exploitation des routes nationales ni celles des cantons dans le cadre de l'achèvement du réseau (voir chap. 2 But et contenu). En 2021, le volume d'acquisitions a été supérieur d'environ 270 millions de francs, soit de près de 14 %, à celui de l'année précédente (1961,9 millions en 2020). Le nombre d'acquisitions a quant à lui légèrement diminué par rapport à l'année précédente (3662 acquisitions en 2020).

Les acquisitions de gré à gré dominant, avec un pourcentage de 86 %. Il s'agit en règle générale d'acquisitions de moindre envergure, pour un montant inférieur à 150 000 francs (prestations de service et prestations de construction) ou 50 000 francs (livraisons). Pour des raisons économiques, la loi prévoit une adjudication de tels marchés sans appel d'offres : le potentiel d'économies d'un appel d'offres ne justifie pas les coûts au niveau de l'office et des soumissionnaires. Il convient de noter qu'un grand nombre de ces acquisitions (24 % de leur nombre total et 48 % de leur valeur totale) constituaient des avenants à des contrats de base souvent adjugés en situation de concurrence, en particulier pour les avenants particulièrement importants.

L'OFROU examine les prix de manière très précise dans le cadre des procédures de gré à gré, puisqu'il n'y a pas de concurrence. Les grandeurs de référence sont les prix offerts pour des prestations comparables en situation de concurrence. À titre exceptionnel, des acquisitions pour des montants plus importants ont également été réalisées selon la procédure de gré à gré. Le chap. 5.6 fournit des informations à ce sujet.

Plus que le nombre de procédures d'acquisition, ce qui importe est d'attribuer la grande majorité des fonds (en l'occurrence 78 %) en situation de concurrence. 75 % du montant total, soit 1,7 milliard de francs environ, ont été octroyés par l'OFROU dans le cadre de procédures ouvertes, 2 % (40,9 millions de francs) selon une procédure sur invitation et 1 % (18 millions) à l'issue d'une procédure sélective. La part du volume d'acquisitions faites en situation de concurrence a donc diminué de 4 % par rapport à 2020.

5.2 Volumes des contrats par catégorie d'achat

Contrats d'entreprise Routes nationales
(catégorie d'achat 21.2)

	Nombre	∑ en millions
< 100'000	883	23.4
100'000 à < 2 millions	521	226.0
2 millions à < 5 millions	46	148.9
5 millions à < 10 millions	24	183.5
10 millions à < 50 millions	17	367.9
50 millions à < 100 million	3	234.4
>= 100 millions	2	419.2
Total	1'496	1'603.3

Contrats de livraison Routes nationales
(catégorie d'achat 21.2)

	Nombre	∑ en millions
< 50'000	22	0.35
50'000 à < 250'000	11	1.26
250'000 à < 1 million	3	1.45
1 million à < 5 millions	1	1.27
≥ 5 millions	0	0.00
Total	37	4.33

Contrats de prestations et de planification Routes nationales
(catégorie d'achat 21.1)

	Nombre	∑ en millions
< 50'000	939	18.4
50'000 à < 250'000	689	76.3
250'000 à < 1 million	146	75.1
1 million à < 5 millions	85	185.1
5 million à < 10 millions	11	73.3
>= 10 millions	8	158.8
Total	1'878	587.0

Autres contrats, y. c. informatiques

	Nombre	∑ en millions
< 50'000	126	1.5
50'000 à < 250'000	67	7.6
250'000 à < 1 million	18	9.9
1 million à < 5 millions	8	17.8
≥ 5 millions	0	0.0
Total	219	36.7

En 2020, l'OFROU a conclu dans presque toutes les catégories d'achats des contrats représentant des volumes très différents. Les petits contrats ont été les plus nombreux, mais les gros contrats ont dominé en termes de valeur. On peut en déduire que l'OFROU est un donneur d'ordre potentiel pour des entreprises de différentes tailles (voir aussi le nombre de partenaires contractuels au chap. 5.3).

5.3 Nombre de partenaires (crédeurs) avec lesquels l'OFROU a conclu des contrats en 2021

	Nombre de partenaires contractuels	Dont CT / CI
Contrats d'entreprise RN (21.2.)	749	86
Contrats de prestations et de planification RN (21.1)	915	118
Contrats de livraison RN (21.2.)	32	-
Autres catégories d'achat	164	-
Total	1'860	204

5.4 Adjudications les plus importantes en 2021

Contrats d'entreprise et de fourniture concernant les routes nationales

En 2021, l'OFROU a adjugé cinq contrats d'entreprise et de fourniture pour des montants supérieurs à 50 millions de francs.

Projet	Montant du contrat (en millions de francs, sans TVA)	Partenaire contractuel	Canton de provenance du partenaire contractuel	Publication de l'adjudication dans simap
N02 Secondo tubo San Gottardo (2TG)	224.1	Consorzio Sasso Gottardo c/o Otto Scerri SA	TI	06.10.2021
N01-54/55 UPlaNS St. Gallen West - St. Gallen Ost	165.1	ARGE Stadtautobahn c/o KIBAG Bauleistungen AG	SG	16.03.2021
N02 Secondo tubo San Gottardo (2TG)	86.5	ARGE secondo tubo c/o Implenla AG	ZH	12.03.2021
N02 Secondo tubo San Gottardo (2TG)	73.2	Consorzio Marti 2TG Lotto 343 c/o Marti Tunnel AG	BE	25.02.2021
N02, EP Amsteg – Göschenen	58.0	ARGE IPC – AmGö c/o Implenla Schweiz AG	UR	11.11.2011

Contrats de prestations et de planification concernant les routes nationales

En 2021, l'OFROU a adjugé quatre contrats de prestations et de planification pour des montants dépassant 15 millions de francs.

Projet	Montant du contrat (en millions de francs, sans TVA)	Partenaire contractuel	Canton de provenance du partenaire contractuel	Publication de l'adjudication dans simap
EP Erhaltungsprojekt GST bestehende Röhre (1TG)	20.3	IG BoeHDZ c/o HDZ Elektroingenieure AG	ZH	05.11.2021
N02 Gesamtsystem Gotthard (GTG)	13.4	IG BCL BHU BSA c/o Bachofner & Partner AG	ZH	13.12.2021
N2 Secondo tubo San Gottardo (2TG)	15.6	IG Nuovo Gottardo c/o Lombardi SA Ingegneri Consulenti	TI	22.11.2021
NEB Kandergrund Umfahrung Mitholz	15.1	Ingenieurgemeinschaft 3BPH	BE	22.06.2021

5.5 Adjudications 2021 par canton, en millions de francs (siège du partenaire contractuel)

	Contrats d'entreprise Routes nationales	Contrats de prestations et de planification Routes nationales	Contrats de livraison Routes nationales	Autres contrats, y. c. informatiques	Total per canton
Argovie	111.8	23.0	0.2	4.3	139.4
Appenzell Rhodes-Ext.	-	0.1	-	0.0	-
Appenzell Rhodes-Int.	0.1	0.1	-	-	-
Bâle-Campagne	7.8	15.9	0.0	1.6	25.4
Bâle-Ville	0.2	11.6	-	0.5	12.3
Berne	248.9	75.9	0.3	11.2	336.4
Fribourg	51.5	14.7	0.3	0.2	66.6
Genève	9.3	12.8	-	0.1	22.2
Glaris	2.9	0.5	-	-	3.4
Grisons	54.4	12.7	0.0	0.4	67.5
Jura	0.4	14.2	-	-	14.7
Lucerne	72.4	7.2	0.0	5.4	85.1
Neuchâtel	71.9	24.4	-	0.2	96.5
Nidwald	16.4	3.7	0.0	0.0	20.1
Obwald	6.9	0.3	-	-	7.2
Schaffhouse	0.2	1.0	-	0.0	1.2
Schwytz	4.1	1.9	1.3	-	7.3
Soleure	14.3	4.2	-	0.1	18.6
Saint-Gall	205.9	17.2	0.2	0.6	223.9
Thurgovie	5.4	1.5	0.3	0.4	7.6
Tessin	409.1	72.4	0.0	0.1	481.6
Uri	85.4	82.5	0.0	0.0	167.9
Valais	13.6	6.2	-	0.0	19.8
Vaud	44.1	76.0	-	1.9	122.0
Zoug	1.2	2.1	0.1	0.0	3.3
Zürich	146.2	103.3	1.5	8.3	259.3
Étranger	18.9	1.6	0.1	1.2	21.8
TOTAL	1'603.3	587.0	4.3	36.7	2'231.4

Le tableau ci-dessus montre que des adjudicataires de toutes les régions du pays profitent des marchés de l'OFROU. Les totaux les plus élevés concernent les cantons du Tessin, de Berne, de Zurich et de St-Gall. Ce sont ces mêmes cantons qui ont obtenu des marchés importants (voir chap. 5.4).

Même si les entreprises étrangères peuvent aussi participer aux appels d'offres ouverts, seuls 21,8 millions de francs (soit 1 % environ du montant des adjudications) sont allés à des adjudicataires étrangers.

5.6 Adjudications de gré à gré ayant dépassé la valeur seuil légale en 2021

Comme expliqué au chap. 5.1, ce sont avant tout les marchés de moindre envergure qui sont attribués dans le cadre d'une procédure de gré à gré. Les limites correspondantes, aussi appelées « valeurs seuils », sont fixées dans les annexes de la LMP (voir chap. 4, 1^{re} question). La procédure de gré à gré peut à titre exceptionnel aussi être utilisée avec des montants plus importants. Les exceptions sont définies de manière exhaustive à l'art. 21, al. 2, de la LMP. L'OFROU interprète ces dispositions de manière restrictive. Toutefois, il est parfois contraint d'adjuger des marchés d'envergure dans le cadre de procédures de gré à gré. Ainsi, dans le cas des avenants (par ex. pour cause de modifications des commandes suite à des événements imprévisibles ou imprévus), changer de partenaire contractuel en cours de projet pourrait engendrer des coûts élevés, des risques importants ou une grande perte de temps.

En 2021, 85 adjudications de gré à gré ayant dépassé la valeur seuil légale ont fait l'objet d'une publication en vertu de dispositions exceptionnelles. Parmi celles-ci, 74 constituaient des avenants à des contrats de base souvent adjugés en situation de concurrence, en particulier pour les avenants particulièrement importants.

Les statistiques établies aux chap. 5.1 à 5.5 reposent sur la date de l'adjudication pour les catégories d'achats 21.1 et 21.2 ; elles sont fondées sur la date du début du contrat pour les autres catégories d'achats, dont l'informatique, pour des motifs techniques. Toutefois, s'agissant de la liste des adjudications de gré à gré qui figure ci-après, la date de publication dans simap est déterminante. Les différences entre les adjudications de gré à gré présentées au chap. 5.1 et celles de la liste du présent chapitre (adjudications de gré à gré ayant dépassé la valeur seuil) s'expliquent par les contrats signés dans les autres catégories d'achats.

Procédures de gré à gré de la compétence de l'OFROU et ayant dépassé la valeur seuil du 1.1.2021 au 31.12.2021 (selon publication dans simap)

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.1 – 21.3	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.2 Bauen Nationalstrassen, Bauleistungen (Werkverträge)	23'077'646.15	x		Consortium VEMA 111 c/o Jean Weibel SA	N09.58 EP Martigny & Environs - Lot 111 - T/U et K Ouvrages sur N09 - Avenant 4	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt kam es auf Grund des massiv verschlechterten Bauwerkszustands als bisher angenommen zu unvorhergesehenen Projektänderungen, welche Mehrleistungen erforderlich machen. Die Instandsetzungsarbeiten des Viaduc de Riddes sind zeitlich, technisch und organisatorisch äusserst anspruchsvoll. Aufgrund des sehr schlechten Bauwerkszustands ist eine hohe Dringlichkeit für die Realisierung gegeben. Die Instandsetzungsarbeiten müssen daher mit den bisherigen Baumeisterarbeiten im Projekt eng koordiniert werden und erfordern über besondere Kenntnisse der konkreten Verhältnisse am Bauwerk und vor Ort. Bei einem Wechsel der Anbieterin würde zudem wertvolles Know-how, der Zugriff auf bereits vor Ort zur Verfügung stehende Produktionsressourcen und insbesondere massgebliche Zeit für die Vorbereitung und Lancierung der Arbeiten verloren gehen, was sich sehr negativ auf den Erfolg des Projektes resp. die rasche Wiederherstellung der Bauwerkssicherheit auswirken würde. Daher können die Leistungen nur von der bisherigen Anbieterin erbracht werden.
21.2 Bauen Nationalstrassen, Bauleistungen (Werkverträge)	20'509'879.50	x		ARGE Marti Gubrist c/o Marti Tunnel AG	100046, N01/38 ANU Los 2, Tunnel Gubrist, Neubau, Los 201	Art. 13. Abs. 1 lit. h VöB	Die Auftraggeberin wies in der Ausschreibung vom 09.11.2015 des im offenen Verfahren vergebenen Grundauftrages auf die mögliche freihändige Vergabe weiterer Bauaufträge hin. Der vorliegende Nachtrag betrifft dieselben Leistungen, wie diejenigen des Grundauftrages und umfasst nur Mengenänderungen bereits im Werkvertrag vorhandener Leistungspositionen. Daher ist die Anforderung an die Gleichartigkeit erfüllt. Der Nachtrag wurde an die ursprüngliche Anbieterin vergeben.
21.1 Bauen Nationalstrassen, Honorare	11'100'278.70	x		agps architecture ltd	080247, N01/40 UPlaNS ZH Unterstrass - ZH Ost EHS, N=PäA31-83	BöB Art. 21. Abs. 2 lit. c (techn. Besonderheit, Schutz geistigen Eigentums)	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Der bisherige Anbieter verfügt über vertiefte technische Kenntnisse des Projektes, insb. gilt es in dem Kontext, die Gestaltungssprache als einen wichtigen Grundsatz zu verstehen und diesbezüglich auch den Schutz des geistigen Eigentums (architektonische Gestaltung). Ein Wechsel des Planers würde Mehrkosten von > CHF 1 Mio. verursachen, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre. Es gibt keine angemessene Alternative.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.1 – 21.3	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.1 Bauen Nationalstrassen, Honorare	10'997'400.00		x	INGE LoIM c/o Lombardi AG	N02, 120043/160082, 2TG/EP 1TG, N2 Secondo tubo Gottardo/Erhaltungsprojekt GST besteh. Röhre 1TG / PV BSA FB8	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. a (Keine oder keine geeigneten Angebote)	Im vorgehenden offenen Verfahren (Ausschreibung simap vom 26.06.2021) sind keine Angebote eingegangen. Die Ausschreibung wurde abgebrochen; der Vertrag wurde freihändig vergeben.
21.2 Bauen Nationalstrassen, Bauleistungen (Werkverträge)	7'469'830.25	x		Consortium Vema 111 p.a. Jean Weibel SA	N09.58 EP Martigny & Environs - Lot 111 - T/U et K Ouvrages sur N09 - Avenant 5 2.2 Gemeinschaftsvokabular	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	"Der Grundauftrag wurde im offenen Verfahren vergeben. Dieser Auftrag wird an die gleiche Arbeitsgemeinschaft vergeben, da er dem ursprünglichen Auftrag sehr ähnlich ist. Im Projekt kam es zu ungeplanten Änderungen, welche Mehrleistungen erforderlich machen. Ein Wechsel der bisherigen Anbietern würde zu erheblichen Schwierigkeiten in Bezug auf die Baustelleneinrichtung, des Verfahrens zur Koordinierung der Arbeitsphasen, die Sicherheitsverfahren und die Kenntnis der auszuführenden Arbeiten führen."
21.2 Bauen Nationalstrassen, Bauleistungen (Werkverträge)	7'093'679.21	x		ARGE "ANU Signalisation» c/o Signal AG	100049, N01/38, 42 ANU, BSA, D-4.6 ARGE ANU Signalisation	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt wurden Mehrleistungen erforderlich. Die BSA-Projektierungsarbeiten im ANU bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Aus Ansteuerungs- und Wartungsgründen können in einer Verkehrslenkung nur Signale und Querschnittsteuerungen je einem Anbieter integriert werden. Es gibt keine angemessene Alternative dazu, ein Anbieterwechsel würde erhebliche Schwierigkeiten wie massive Verkehrsbehinderungen bereiten. Die Mehrkosten eines Anbieterwechsels würden auf ca. CHF 0.6 Mio. geschätzt, was wirtschaftlich nicht tragbar wäre.
21.2 Bauen Nationalstrassen, Bauleistungen (Werkverträge)	4'104'340.00		x	Betosan AG	N13 Tunnel San Bernardino Lotto 23 - Risanamento soletta e calotta	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. a (Keine oder keine geeigneten Angebote)	Nella precedente procedura di pubblico concorso (pubblicazione SIMAP del 29.07.2020) non sono pervenute offerte idonee, La procedura è stata interrotta e si è proceduto con un incarico diretto.
21.1 Bauen Nationalstrassen, Honorare	4'013'139.00	x		CSD Ingénieurs SA	N09.48 080010 Upn.Vennes-Chexbres+PUN BAMO et DGT phase CI et réalisation (ID 7483)	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Le marché de base a été adjudgé en procédure ouverte. Le projet a subi des changements imprévus qui requièrent des prestations supplémentaires. Il s'est avéré nécessaire de procéder à une augmentation du budget du projet ainsi que de nouvelles mesures non prévues pour garantir la sécurité du secteur en attendant les travaux de l'UPlANS suite à une adaptation de la planification. De plus, des études supplémentaires de variante se sont révélées nécessaires ainsi que la prolongation des délais. Seul le soumissionnaire initial entre en ligne de compte, car lui seul connaît le déroulement des opérations et les spécificités du projet. Un changement de prestataire entraînerait des difficultés importantes.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.1 – 21.3	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
							En effet, les difficultés seraient notamment la perte de l'historique du projet, la mise en place d'un nouveau réseau entre toutes les parties et le retard du projet lié à la prise de connaissance du dossier par le nouveau prestataire. Aussi, un changement de soumissionnaire entraînerait des coûts supplémentaires substantiels estimés à environ 850'000.- CHF, ce qui n'est pas supportable du point de vue financier.
21.2 Bauen Nationalstrassen, Bauleistungen (Werkverträge)	3'922'257.15	x		ARGE ANU QSK BSA c/o Kull Elektro AG	100049, N01/38, 42 ANU, BSA, D-4.3 ARGE ANU QSK BSA	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt wurden Mehrleistungen erforderlich. Die BSA-Projektierungsarbeiten im ANU bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Aus Ansteuerungs- und Wartungsgründen können in einer Verkehrslenkung nur Signale und Querschnittsteuerungen je einem Anbieter integriert werden. Es gibt keine angemessene Alternative dazu, ein Anbieterwechsel würde erhebliche Schwierigkeiten wie massive Verkehrsbehinderungen bereiten. Die Mehrkosten eines Anbieterwechsels würden auf ca. CHF 0.38 Mio. geschätzt, was wirtschaftlich nicht tragbar wäre.
21.2 Bauen Nationalstrassen, Bauleistungen (Werkverträge)	3'376'801.70		x	Ticos Engineering AG	070054, N01/54, 55 UPlANS SG West - SG Ost, Integration UeLS LT Ticos	BöB Art. 21. Abs. 2 lit. c (techn. Besonderheit, Schutz geistigen Eigentums)	Der Anbieter verfügt über vertiefte technische Kenntnisse des Projektes. Die notwendigen Anpassungen werden an einem System vorgenommen, welches sich in Betrieb befindet. Dabei handelt es sich um ein proprietäres, in sich geschlossenes System (geistiges Eigentum). An dem besagten System werden schrittweise und während der gesamten Realisationsphase stetig Eingriffe und Anpassungen vorgenommen. Der sichere Betrieb der Nationalstrassen ist zu jedem Zeitpunkt durch das System zu gewährleisten. Es sind somit zwingend fundierte System- und Prozesskenntnisse notwendig. Diese kann nur der bisherige Anbieter vorweisen. Es gibt keine angemessene Alternative.
21.2 Bauen Nationalstrassen, Bauleistungen (Werkverträge)	3'350'517.57	x		Arge Maha c/o Hagedorn AG	080414, N03/76 UPlANS Murg - Walenstadt, Hauptarbeiten Bau	Art. 13. Abs. 1 lit. h VöB	Die Auftraggeberin wies in der Ausschreibung vom 04.07.2017 des im offenen Verfahren vergebenen Grundauftrages auf die mögliche freihändige Vergabe weiterer Bauaufträge hin. Der vorliegende Nachtrag betrifft dieselben Leistungen, wie diejenigen des Grundauftrages und umfasst nur Mengenänderungen bereits im Werkvertrag vorhandener Leistungspositionen. Daher ist die Anforderung an die Gleichartigkeit erfüllt. Der Nachtrag wurde an die ursprüngliche Anbieterin vergeben.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.1 – 21.3	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.1 Bauen Nationalstrassen, Honorare	3'022'385.51	x		IG AeBo/S+P c/o A. Aegerter & Dr. O. Bosshardt AG	N02, 120065, EP OT, Erhaltungsprojekt Osttangente Basel / Planerarbeiten Kunstbauten - Nachtrag	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt sind (unvorhergesehene) Mehrleistungen erforderlich. Die Projektierungsarbeiten an der Grenzbrücke bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Die Instandsetzungsarbeiten sind anspruchsvoll und können nur von einem Anbieter erarbeitet werden, weil nur er die Abläufe und notwendigen Kenntnisse der konkreten Verhältnisse insbesondere der Statik hat und sich das Projekt in der 3. Bauphase der Umsetzung befindet. Die Mehrkosten eines Anbieterwechsels werden auf ca. CHF 1 Mio. geschätzt, was wirtschaftlich nicht tragbar wäre.
21.1 Bauen Nationalstrassen, Honorare	2'733'834.50	x		Groupement TNC p.a. T-ingenierie SA	N01.02 080162 Jct. du Grand-Saconnex - Auteur de projet pour les domaines K, T/U et T/G de DP à mise en service (ID7562)	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Le marché de base a été adjudgé en procédure ouverte. Le projet a subi plusieurs modifications majeures qui requièrent des prestations supplémentaires. Il s'agit notamment de valider les prestations complémentaires puisque le nombre de phases nécessaire à la réalisation du chantier a augmenté par rapport à ce qui a été prévu dans la phase de soumission. La gestion du trafic et plus particulièrement la coordination au niveau des opérateurs est impliquée. Les prestations ne peuvent être effectuées que par un seul soumissionnaire, car lui seul connaît le déroulement des opérations et les spécificités du projet. Seul le soumissionnaire initial entre en ligne de compte, un changement de prestataire entraînerait des difficultés importantes. En effet, les difficultés seraient notamment la perte de l'historique du projet entre l'ancien mandataire et le nouveau ainsi que le retard du projet lié à la nouvelle prise de connaissance du dossier. Aussi, un changement de soumissionnaire entraînerait des coûts supplémentaires substantiels (estimés à plus d'un million CHF) ainsi que des risques liés à la sécurité non négligeable.
21.2 Bauen Nationalstrassen, Bauleistungen (Werkverträge)	2'500'588.63	x		Moelbert AG	100049, N01/38, 42 ANU, BSA, D-4.1	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt wurden Mehrleistungen erforderlich. Die BSA-Projektierungsarbeiten im ANU bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Aus Ansteuerungs- und Wartungsgründen können in einer Verkehrslenkung nur Signale und Querschnittssteuerungen je einem Anbieter integriert werden. Es gibt keine angemessene Alternative dazu, ein Anbieterwechsel würde erhebliche Schwierigkeiten wie massive Verkehrsbehinderungen bereiten. Die Mehrkosten eines Anbieterwechsels würden auf ca. CHF 1 Mio. geschätzt, was wirtschaftlich nicht tragbar wäre.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.1 – 21.3	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare	2'323'633.01	x		INGE A4 SZ c/o Jauslin Stelber AG	N04, 080210, EP KÜBRU, EP Küssnacht - Brunnen / PV Zusatzleistungen - NACHTRAG	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt sind Mehrleistungen (zusätzliche Leistungen / Anpassung des Umfangs der Instandsetzungen) erforderlich. Die Projektierungsarbeiten bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Die zusätzlichen Instandsetzungsarbeiten (infolge Anpassung Umfang der Instandsetzungsarbeiten) können nicht von einem weiteren Anbieter erarbeitet werden, weil es den Regeln der Baukunst widerspricht, dass verschiedenen Planer an den gleichen Bauteilen projektieren - und dies im gleichen Planwerk - bzw. die Beschaffung Baumeister erstellen. (Z. B. übernimmt ein bestehender Planer beim Belag die Deckschicht, neuer Anbieter übernimmt die Binderschicht). Ein Anbieterwechsel würde erhebliche Schwierigkeiten bereiten und Risiken schaffen. Die hypothetischen Mehrkosten betragen mindestens CHF 0,5 Mio.
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen (Werkverträge)	2'275'155.55		x	MTF Quadra SA	N99.99 170041 BSA Uels UT II - Lot 133 - Infrastructure informatique et système IT (ID 7800)	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. a (Keine oder keine geeigneten Angebote)	Procédure de gré à gré faisant suite à une procédure sélective ayant dû être interrompue. Cette procédure a ensuite été remplacée par la procédure ouverture qui a également été interrompue, car aucune offre n'a été déposée dans le cadre de cette procédure.
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen (Werkverträge)	2'025'356.85	x		Consortium 4J for JAG, p.a. Walo Bertschinger SA Romandie	N01.02 080162 Jct. du Grand-Saconnex - Travaux principaux de génie civil (ID 7206)	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Dans le marché de base adjudgé en procédure ouverte, le pouvoir adjudicateur évoque la possibilité d'adjuger en gré à gré selon l'article 13 let. h) OMP (ancienne) d'éventuels autres marchés de construction. Le présent marché complémentaire concerne les mêmes prestations que celles du marché de base et ne comprend que des modifications de quantité des positions de prestations déjà existantes dans le contrat d'entreprise. Les exigences de similarité sont donc remplies et l'avenant est adjudgé au soumissionnaire initial.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare	1'780'000.00		x	b.i.g. sicherheit und services ag	N06.32 Bern PUN Wankdorf - Muri - Sicherheits- und Verkehrsdienst	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. a (Keine oder keine geeigneten Angebote)	Im offenen Verfahren vom 19.02.2021 ist kein Angebot eingegangen, weshalb der Zuschlag nun freihändig an die b.i.g. sicherheit und services ag vergeben wird.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare	1'732'518.50	x		INGE TuBö BSA c/o IUB Engineering AG	N03, 080342, TUBÖ TUSI, Bözbergtunnel Erhöhung Tunnelsicherheit / Ingenieur-resp. Planerleistungen Projektverfasser BSA und örtliche Bauleitung BSA in der Phase 5 - Nachtrag	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	"Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt sind (unvorhergesehene) Mehrleistungen erforderlich. Die Projektierungsarbeiten im (N03, 080342, TUBÖ TUSI, Bözbergtunnel Erhöhung Tunnelsicherheit) bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Die zu erbringenden Leistungen des Planers BSA / örtliche Bauleitung BSA sind sehr anspruchsvoll und können nur vom gleichen Anbieter fertiggestellt werden, weil nur er die Abläufe und notwendigen Kenntnisse der konkreten Verhältnisse hat. Es gibt keine Alternative

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.1 – 21.3	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
							dazu - ein Anbieterwechsel würde erhebliche Schwierigkeiten bereiten (gleichzeitige Integration sämtlicher BSA-Anlagen über mehrere Tunnels ins neue übergeordnete Betriebsleitsystem [BLS] ist in diesem Umfang noch nie umgesetzt worden. Um den Auftrag abwickeln zu können ist detailliertes Wissen über die bisher umgesetzten Arbeiten und örtlichen Gegebenheiten aber auch die vielen Schnittstellen und komplexen Zusammenhänge der vielen Systeme des grossen Projektperimeters mit 3 Tunnels und den daraus bereits geleisteten Arbeiten notwendig). Die Kosten eines Anbieterwechsels werden auf mindestens CHF 2,5 Mio. geschätzt."
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare	1'547'506.25	x		Spataro Petoud Partner SA Via Centrale 13	N2 EP04 Airolo-Quinto - Progettazione Tracciato e arterie di raccordo	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	La commessa di base è stata aggiudicata in una procedura di pubblico concorso. Nel progetto si rendono necessarie prestazioni supplementari (non previste). I lavori in progetto richiedono approfondite conoscenze tecniche dei lavori eseguiti finora. Queste prestazioni non potevano essere previste nel contratto di base e sono maturate in più fasi nel corso dell'avanzamento del progetto e dell'esecuzione e possono essere eseguite da un unico offerente, in quanto solo lui conosce il decorso del progetto e possiede le necessarie conoscenze delle fasi precedenti. Solo l'offerente iniziale entra in linea di conto e non vi è un'adeguata alternativa. Un cambiamento di offerente causerebbe importanti difficoltà quali il fermo del progetto e dei lavori di costruzione. I maggiori costi legati al cambiamento di offerente sarebbero stimati ad alcune centinaia di migliaia di CHF, il che non sarebbe sostenibile economicamente.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare	1'412'408.10	x		Consorzio Team N2 EP12 Bellinzona c/o Project Partners Ltd,	N2 EP12 Bellinzona, prestazioni d'ingegneria civile	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	La commessa di base è stata aggiudicata in una procedura di pubblico concorso. Nel progetto si rendono necessarie prestazioni supplementari (non previste). Le prestazioni supplementari nell'EP 12 Bellinzona richiedono approfondite conoscenze tecniche dei lavori eseguiti finora. I lavori previsti sono complessi ed impegnativi e possono essere eseguiti da un unico offerente, in quanto solo lui conosce il decorso delle operazioni e possiede le necessarie conoscenze delle varie interfacce. Proprio queste approfondite conoscenze, necessarie e fondamentali per poter proseguire senza problemi la progettazione di questa importante e strategica opera fanno sì che solo l'offerente iniziale entra in linea di conto e non vi è un'adeguata alternativa. Un cambiamento di offerente comporterebbe notevoli difficoltà a causa delle complesse interfacce sia con il progetto adiacente EP12 sia con gli altri progettisti del semisvincolo Bellinzona. I maggiori costi legati al cambiamento di offerente sarebbero stimati attorno a ca. 90'000/100'000 CHF, il che non sarebbe sostenibile economicamente.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.1 – 21.3	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.1 Bauen Nationalstrassen, Honorare	1'386'825.00	x		IG Basilea c/o Gruner AG	N02, 150004, RHEINTU BS, Rheintunnel Basel / Projektverfasser Trasse und Kunstbauten - Nachtrag	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben (N02, 150004, RHEINTU BS, Rheintunnel Basel / Projektverfasser Trasse und Kunstbauten). Aufgrund der div. Stellungnahmen zum GP sind in der jetzigen Phase AP div. Zusatzleistungen zu erbringen. Zudem tangiert das Projekt an der Oberfläche bzw. an den Anknüpfungspunkten div. Infrastruktur Dritter (Hafenbahn Schweiz AG; DB/BEV, Kt. BS/Allmend). Diesbezüglich zeigt sich in der aktuellen Phase AP erhebliche Mehraufwendungen, auch hinsichtlich Bearbeitungsumfang/-tiefe. Es gibt keine Alternative dazu, ein Anbieterwechsel würde erhebliche Schwierigkeiten bereiten aufgrund der Einarbeitungszeit des neuen Anbieters und des Wissensverlusts. Die geschätzten Mehrkosten betragen mindestens CHF 1,85 Mio.
21.2 Bauen Nationalstrassen, Bauleistungen (Werkverträge)	1'376'548.75	x		Consortium N5 Mur 108 p.a S. Facchinetti SA	Upn.La Neuveville-Bienne-Ouest	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Dans le marché de base adjudgé en procédure ouverte, le pouvoir adjudicateur évoque la possibilité d'adjudger en gré à gré selon l'article 13 let. h) OMP (ancienne) d'éventuels autres marchés de construction. Le présent marché complémentaire concerne les mêmes prestations que celles du marché de base et ne comprend que des modifications de quantité des positions de prestations déjà existantes dans le contrat d'entreprise. Les exigences de similarité sont donc remplies et l'avenant est adjudgé au soumissionnaire initial.
21.2 Bauen Nationalstrassen, Bauleistungen (Werkverträge)	1'317'448.50	x		ARGE ASTRA Bridge c/o Marti Technik AG	190015, ASTRABRIDG, Mobile Baustellenbrücke Typ ASTRA / Totalunternehmer - Nachtrag	BöB Art. 21. Abs. 2 lit. c (techn. Besonderheit, Schutz geistigen Eigentums)	Der Anbieter verfügt über vertiefte technische Kenntnisse des Projektes, insb. ist er der Entwickler der ASTRA Bridge. Er hat den Stahlbau die Mechanik, die Elektronik und die Steuerung im Detail entwickelt. Ein Wechsel des Planer würde Mehrkosten von 500'000.00 bis 1'000'000 CHF verursachen, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre. Es gibt keine angemessene Alternative.
21.1 Bauen Nationalstrassen, Honorare	1'207'202.00	x		Consorzio SALVA Filippini & Partner Ing	N2 EP19 Melide-Gentilino, bureau d'appui au maître d'ouvrage (BHU/DGL)	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	La commessa di base è stata aggiudicata in una procedura di pubblico concorso. Nel progetto si rendono necessarie prestazioni supplementari (non previste). I lavori previsti nell'EP 19 Melide-Gentilino richiedono approfondite conoscenze tecniche dei lavori eseguiti finora. I lavori di BHU/DGL sono complessi ed impegnativi e possono essere eseguiti da un unico offerente, in quanto solo lui dispone delle conoscenze temporali e tecniche globali del progetto. In particolare, l'EP 19 Melide-Gentilino è suddiviso in tre segmenti principali (tracciato a cielo aperto/galleria Melide-Grancia/galleria Gentilino) che hanno delle procedure e delle tempistiche diverse che devono essere amalgamate e coordinate in fase esecutiva dalla BHU/DGL (ma soprattutto la DGL). Solo l'offerente iniziale entra in linea di conto e non vi è un'adeguata alternativa. Un cambiamento

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.1 – 21.3	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
							di offerente causerebbe importanti difficoltà di coordinamento fra i diversi partner contrattuali, rispetto delle tempistiche di progetto e garanzia del controllo del budget complessivo del progetto. I maggiori costi legati al cambiamento di offerente sarebbero stimati attorno a ca. 80'000/100'000 CHF, il che non sarebbe sostenibile economicamente.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare	999'102.05	x		IUB Engineering AG	N02, 080008, EP STB, Sanierungstunnel Belchen STB / Projektierung und Bauleitung BSA Mehraufwendungen Phasen 52 + 53	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt sind Mehrleistungen erforderlich. Die Projektierungs- und Bauleitungsarbeiten im Teilprojekt BSA des Sanierungstunnel Belchen STB bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Die Migrationsarbeiten und Einbindung des bestehenden Tunnel Belchen BTB sind anspruchsvoll und können nur von einem Anbieter durchgeführt werden, weil nur er die Abläufe kennt und die Kenntnisse der konkreten Verhältnisse sowie des Planungsstandes hat. Es gibt keine Alternative dazu, ein Anbieterwechsel würde erhebliche Schwierigkeiten bereiten, da die Führung und Betreuung der beauftragten Unternehmer in der Zwischenzeit nicht mehr sichergestellt werden könnte und die Einarbeitung eines neuen Anbieters zu massiven Terminverzögerungen führen würde. Die Mehrkosten eines Anbieterwechsels werden auf > 800'000 Fr. geschätzt, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare	996'703.00	x		AFRY Schweiz AG	N02, 080126, EP SCHÄNZL, EP Schänzli / Planermandat TP4 Projektverfasser und Bauleiter BSA - Nachtrag	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt sind Mehrleistungen erforderlich. Die Projektierungs- und Bauleitungsarbeiten im Teilprojekt BSA des Erhaltungsprojekts Schänzli in Muttenz bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Die Instandsetzungs- und Migrationsarbeiten sind anspruchsvoll und können nur von einem Anbieter durchgeführt werden, weil nur er die Abläufe kennt und die Kenntnisse der konkreten Verhältnisse sowie des Planungsstandes hat. Es gibt keine Alternative dazu, ein Anbieterwechsel würde erhebliche Schwierigkeiten bereiten, da die Führung und Betreuung der beauftragten Unternehmer in der Zwischenzeit nicht mehr sichergestellt werden könnte und die Einarbeitung eines neuen Anbieters zu massiven Terminverzögerungen führen würde. Die Mehrkosten eines Anbieterwechsels werden auf ca. > 700'000 Fr. geschätzt, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.1 – 21.3	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare	981'500.00	x		Consorzio TiLuMe, c/o Lombardi SA Ingegneri Consulenti	N2 Potenziamento Lugano-Mendrisio, DLL ÜMA Galleria Melide-Grancia	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	"La commessa di base è stata aggiudicata in una procedura di pubblico concorso. Nel progetto si rendono necessarie prestazioni supplementari (non previste). I lavori di Direzione locale dei lavori (DLL) per l'intervento di manutenzione ÜMA della Galleria Melide Grancia richiedono approfondite conoscenze tecniche dei lavori eseguiti finora. Considerate anche la complessità e la criticità delle opere esecutive allo stato attuale, è necessario dare continuità alla DLL almeno sino al termine dei lavori della prima canna in considerazione dell'esperienza acquisita, della continuità di supporto e controllo delle imprese coinvolte e della competenza in merito alla gestione delle installazioni BSA che vengono quotidianamente riprese e riaffidate tra UT ed il cantiere. L'attuale DLL ha conoscenza dettagliata delle criticità e delle lavorazioni che vengono eseguite nonché delle esigenze di sicurezza per i lavoratori e per gli utenti. Pertanto solo l'offerente iniziale entra in linea di conto e non vi è un'adeguata alternativa. I maggiori costi legati al cambiamento di offerente sarebbero stimati attorno a ca. 120'000 CHF, il che non sarebbe sostenibile economicamente.
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen (Werkverträge)	897'759.75	x		MAWA T5 p.a. Marti Arc Jura SA	N16 Upn.Tavannes-Bözingenfeld	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Le marché de base a été adjudgé en procédure ouverte. Le pouvoir adjudicateur évoque dans le cadre de l'appel d'offres du marché de base l'adjudication éventuelle d'autres marchés de construction selon une procédure de gré à gré selon l'article 13 let h) OMP (ancienne). Le présent avenant concerne les mêmes prestations que celles du marché de base et ne comprend que des modifications de quantité des positions de prestations déjà existantes dans le contrat d'entreprise. Les exigences de similarité sont donc remplies et l'avenant est adjudgé au soumissionnaire initial. De plus, pour des raisons de responsabilité et de garantie liés à l'ouvrage, il n'est pas judicieux de conclure un contrat avec une nouvelle entreprise, la gestion des garanties deviendrait difficile.
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen (Werkverträge)	794'690.31		x	Zurbuchen Bodenschutz GmbH	N02, 080221, EP ACH BE, EP Acheregg - Beckenried / Optimierung Evergreen-Lärmschutzwand Buochs	BöB Art. 21. Abs. 2 lit. c (techn. Besonderheit, Schutz geistigen Eigentums)	Im Rahmen eines umfassenden Variantenstudiums wurden verschiedene Lösungsansätze untersucht, die teilweise auf firmenspezifischen Elementen basieren. Dabei haben sich 2 Lösungsansätze als zielführend erwiesen. Die betreffenden Anbieter wurden eingeladen, die Lösungsansätze in einem ersten Schritt weiter zu vertiefen. Nur die gemäss Beurteilung des Evaluationsteams vorteilhaftere Lösung wird weiterverfolgt. Die Vergabe der Arbeiten erfolgt an die entsprechende Anbieterin. Die ausgewählte Lösung basiert auf firmenspezifischen Elementen, aufgrund der technischen Besonderheit kommt nur eine Anbieterin in Frage und es besteht keine angemessene Alternative.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.1 – 21.3	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.1 Bauen Nationalstrassen, Honorare	786'045.00	x		IG BHEB c/o Basler & Hofmann AG	N06.36 080295 EP Rubigen - Thun Nord, Bauleitung Hauptlos Kiesen - Thun Nord - Nachtrag 1	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt kam es zu erhöhter Bauleitungseinsatz, welche Mehrleistungen erforderlich machen. Die Bauleitungstätigkeit im Projekt EP Rubigen - Thun Nord, Abschnitt Kiesen – Thun Nord bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten, insbesondere da dieser Abschnitt in einer heiklen Grundwasserschutzzone liegt. Die Bauleitungsarbeiten sind anspruchsvoll und können nur von der bisherigen Anbieterin erarbeitet werden, weil nur sie über die erforderlichen Kenntnisse der konkreten Verhältnisse vor Ort und sehr vielen Schnittstellen zu Kanton, Gemeinde und andern Institutionen verfügt. Bei einem Wechsel der Anbieterin würde wertvolles Know-how verloren gehen, was sich sehr negativ auf den Erfolg des Projektes auswirken würde.
21.1 Bauen Nationalstrassen, Honorare	780'000.00	x		IG Vier c/o Basler & Hofmann AG	N06.36 EP Rubigen - Thun Nord - TP3 - Gesamtplaner Erhaltungsprojekt / IGP2 - Nachtrag 3	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt kam es zu ungeplanten Änderungen, welche Mehrleistungen erforderlich machen. Die Projektierungsarbeiten im Projekt EP Rubigen - Thun Nord bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten Die Projektierungsarbeiten sind anspruchsvoll und können nur von der bisherigen Anbieterin erarbeitet werden, weil nur sie über die erforderlichen Kenntnisse der konkreten Verhältnisse vor Ort und sehr vielen Schnittstellen zu Kanton, Gemeinde und andern Institutionen verfügt. Bei einem Wechsel der Anbieterin würde wertvolles Know-how verloren gehen, was sich sehr negativ auf den Erfolg des Projektes auswirken würde.
21.1 Bauen Nationalstrassen, Honorare	727'615.00	x		Groupement GVH- SD p.a GVH St-Blaise SA	N05-Upn.La Neuveville-Bienne-Ouest-Murs de soutènement - Domaine T/G Partie 1 : MK, MP, DAO, DLT	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Le marché de base a été adjudgé en procédure ouverte. Le projet a subi des changements imprévus qui requièrent des prestations supplémentaires. Les études de projet exigent une connaissance technique approfondie des différentes phases et des projets établis jusqu'ici. Les prestations complémentaires concernent notamment le rendu de quelques 27 documents d'exécution et l'établissement des dossiers d'appel d'offres construction. Le risque d'erreurs et de lacunes dans ces documents est trop élevé. Un changement de soumissionnaire entraînerait des coûts supplémentaires substantiels estimés à environ CHF 600'000, ce qui n'est pas supportable du point de vue financier.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.1 – 21.3	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.1 Bauen Nationalstrassen, Honorare	726'246.98		x	Siemens Schweiz AG	070054, N01/54, 55 UPlaNS SG West - SG Ost, Anpassung VMS für neue Kameras	BöB Art. 21. Abs. 2 lit. c (techn. Besonderheit, Schutz geistigen Eigentums)	Der Anbieter verfügt über vertiefte technische Kenntnisse des Projektes. Das Verkehrsmanagementsystem wird mit einer proprietären Software betrieben. Ein alternativer Anbieter kann die bestehende Anlage nicht anpassen. Es müsste ein komplett neues Verkehrsmanagementsystem beschafft werden. Dieses müsste in das Gesamtsystem der Gebietseinheit integriert werden, was wiederum Anpassungen an diesem System auslösen würde. Dies würde zu substantziellen Mehrkosten von > 10 Mio. führen.
21.2 Bauen Nationalstrassen, Bauleistungen (Werkverträge)	707'901.21	x		Baumeler Leitungsbau AG	N02, 120101, BSA WI RO, BSA Verz. Wiggertal - Verz. Rotsee Ersatz Streckenausr. / Los 7.1 Elektroinstallationen NACHTRAG	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt sind Mehrleistungen erforderlich. Die Arbeiten im Projekt BSA Wiggertal – Rotsee, Los 7.1, Abschnitt Tunnel Eich bedingen vertiefte Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Die Erneuerungsarbeiten sind anspruchsvoll und können nur von einem Anbieter ausgeführt werden, weil nur er die Abläufe und Kenntnisse der konkreten Verhältnisse hat und die Instandsetzung auf den koordinierten Baustellenbetrieb durchführen kann. Es gibt keine Alternative, ein Anbieterwechsel würde erhebliche Konsequenzen mit sich ziehen. Das Projekt müsste unterbrochen, alle Arbeiten der anderen Lose müssten neu abgestimmt werden. Die Mehrkosten eines Anbieterwechsels werden auf ca. > CHF 1,25 Mio. geschätzt, was wirtschaftlich nicht tragbar wäre.
21.2 Bauen Nationalstrassen, Bauleistungen (Werkverträge)	692'730.00	x		Consortium CSC OFROU p.a. CRM (Constructions-Réseaux-Maintenance) Sàrl	N99.99 090169 - Réf.Réseaux FO+RCOM F1	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Le marché de base a été adjugé en procédure ouverte. Dans l'appel d'offres, le pouvoir adjudicateur évoque la possibilité d'adjuger en gré à gré selon l'article 13 let. h) OMP (ancienne) d'éventuels autres marchés de construction. Le présent avenant concerne les mêmes prestations que celles du marché de base et ne comprend que des modifications de quantité des positions de prestations déjà existantes dans le contrat d'entreprise. Les exigences de similarité sont donc remplies et l'avenant est adjugé au soumissionnaire initial. Seul le soumissionnaire initial entre en ligne de compte, un changement de prestataire entraînerait des difficultés importantes, notamment imposerait l'arrêt du marché de base et pénaliserait le planning du projet ainsi que les finances (indemnités de l'acteur principal). Par ailleurs, certaines prestations réalisées par un tiers ne permettent pas d'obtenir la garantie contractuelle prévue lors du marché initial. Un changement de soumissionnaire entraînerait des coûts supplémentaires substantiels estimés à env. 500'000 CHF ainsi qu'un retard d'environ 1 année sur le programme initialement prévu.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.1 – 21.3	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare	595'248.20	x		Prosecur SA	N2 EP04 Airolo-Quinto - Tracciato e arterie di raccordo, Servizi vigilanza traffico	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	La commessa di base è stata aggiudicata in una procedura di pubblico concorso. Nel progetto si rendono necessarie prestazioni supplementari (non previste). I lavori in oggetto richiedono una continuità dei lavori eseguiti finora. Queste prestazioni non potevano essere previste nel contratto di base, e sono maturate nel corso dell'avanzamento dell'esecuzione a causa delle difficoltà esecutive e della necessità di aumentare considerevolmente l'impiego in cantiere, a causa del raddoppio della lunghezza del cantiere stesso. Sono inoltre intervenuti degli imprevisti e dei ritardi esecutivi delle imprese in cantiere, e possono essere eseguite da un unico offerente, in quanto solo lui garantisce le necessarie conoscenze delle fasi precedenti. La particolarità del cantiere presuppone che il personale disponga di conoscenze tecniche approfondite della situazione determinata dal dosaggio del traffico per la Galleria del S. Gottardo. Solo l'offerente iniziale entra in linea di conto e non vi è un'adeguata alternativa. Un cambiamento di offerente causerebbe importanti difficoltà quali il fermo dei lavori di costruzione. I maggiori costi legati al cambiamento di offerente sarebbero stimati a diverse decine di migliaia di CHF, a cui andrebbero poi aggiunti i costi di formazione del personale come illustrato in precedenza, il che non sarebbe sostenibile economicamente.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare	589'375.00	x		IG Gubrist Plus c/o Pini Swiss Engineers SA	100046, N01/38 ANU Los 2, Tunnel Gubrist, Neubau, Los 261 Nachtrag 2	Art. 13. Abs. 1 lit. c VöB	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt wurden Mehrleistungen erforderlich. Die Projektierungsarbeiten im ANU Los 2 bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Es besteht keine angemessene Alternative, da die Leistungen direkt mit dem Grundauftrag verbunden sind und aus technischen und organisatorischen Gründen sowie terminlichen, koordinativen Aspekten nur die bisherige Anbieterin den Auftrag ausführen kann. Ein Wechsel der Anbieterin würde zu unverhältnismässigen Folge-Mehrkosten führen und ein nicht einzugehendes Risiko für die Bauherrschaft bedeuten.
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen (Werkverträge)	564'861.85	x		Consortium N12-Pont sur le Gérignoz et V p.a JPF Construction SA	N12.76 160049 - Ref.Pont Gérignoz,Vdc Chaney - Travaux d'assainissement des ponts sur le Gérignoz et du viaduc du Chaney	Art. 13. Abs. 1 lit. h VöB	Dans le marché de base adjugé en procédure ouverte, le pouvoir adjudicateur évoque la possibilité d'adjuger en gré à gré selon l'article 13 let. h) OMP (ancienne) d'éventuels autres marchés de construction. Le présent avenant concerne les mêmes prestations que celles du marché de base et ne comprend que des modifications de quantité des positions de prestations déjà existantes dans le contrat d'entreprise. Les exigences de similarité sont donc remplies et l'avenant est adjugé au soumissionnaire initial.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.1 – 21.3	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.1 Bauen Nationalstrassen, Honorare	548'142.30	x		IngPhi SA	N09.58 080331 EP Martigny & Environs - Lot 230 - Viaduc de Riddes - Nachtrag 2	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Der Grundauftrag wurde im offenen Verfahren vergeben. Bei dem Projekt haben sich unvorhergesehene Änderungen ergeben, die zusätzliche Dienstleistungen erfordern. Die Projektstudien für das Viaduc de Riddes erfordern umfassende technische und örtliche Kenntnisse über die bisher durchgeführten Arbeiten. Die Leistungen im Zusammenhang mit der Sanierung des Viaduc de Riddes sind anspruchsvoll und können nur von einem Anbieter erbracht werden, der mit dem Arbeitsablauf und den Besonderheiten dieses komplexen Projekts vertraut ist. Es kommt nur der ursprüngliche Bieter in Frage, da ein Wechsel des Anbieters zu großen Schwierigkeiten führen würde, da die zusätzlichen Dienstleistungen an den Abschluss der Arbeiten im Anschluss an eine bereits festgelegte erste Projektphase gebunden sind.
21.1 Bauen Nationalstrassen, Honorare	496'650.00	x		Inge K12 Plus SN Zürich Nordost c/o Locher Ingenieure AG	080247, N01-40 EHS NA zweite Auflage	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Verschiedene Projektänderungen (zusätzliche Ausfahrtstreifen, geänderte Verkehrsführung, diverse flankierende Massnahmen) führten zu Mehraufwendungen. Die Projektierungsarbeiten bei der Einhausung Schwamendingen bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Es lassen sich nur mit Nutzung des projekt- und ASTRA-spezifischen Knowhows des Projektverfassers Bau die Fehlerquellen (=Sicherheitsdefizite) wesentlich minimieren und sämtliche beauftragten Leistungen in qualitativ genügendem Masse erbringen. Es gibt keine angemessene Alternative dazu, ein Anbieterwechsel würde erhebliche Schwierigkeiten (technisch/inhaltlich, Vorwissen/Randbedingungen etc.) bereiten. Die Mehrkosten eines Anbieterwechsels würden auf > CHF 100'000 geschätzt, was wirtschaftlich nicht tragbar wäre.
21.1 Bauen Nationalstrassen, Honorare	496'650.00	x		Inge K12 Plus SN Zürich Nordost c/o Locher Ingenieure AG	080247, N01-40 EHS, NA Mehraufwendungen Eindeckung Waldgarten	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt wurden für das zusätzliche Bauwerk Eindeckung Waldgarten Mehrleistungen erforderlich. Die Projektierungsarbeiten bei der Einhausung Schwamendingen bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Es lassen sich nur mit Nutzung des projekt- und ASTRA-spezifischen Knowhows des aktuellen Projektverfassers Bau die Fehlerquellen (=Sicherheitsdefizite) wesentlich minimieren und sämtliche beauftragten Leistungen in qualitativ genügendem Masse erbringen. Es gibt keine angemessene Alternative dazu. Ein Anbieterwechsel würde erhebliche Schwierigkeiten (technisch/inhaltlich, Vorwissen/Randbedingungen etc.) bereiten. Die Mehrkosten eines Anbieterwechsels würden auf mehrere CHF 100'000.- geschätzt, was wirtschaftlich nicht tragbar wäre.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.1 – 21.3	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.1 Bauen Nationalstrassen, Honorare	490'875.00	x		Inge K12 Plus SN Zürich Nordast c/o Locher Ingenieure AG	080247, N01-40 EHS NA Lüftungsbauwerk Tierspital	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt wurden Mehrleistungen erforderlich. Die Projektierungsarbeiten bei der Einhausung Schwamendingen bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Es lassen sich nur mit Nutzung des projekt- und ASTRA-spezifischen Knowhows des Projektverfassers Bau die Fehlerquellen (=Sicherheitsdefizite) wesentlich minimieren und sämtliche beauftragten Leistungen in qualitativ genügendem Masse erbringen. Es gibt keine angemessene Alternative dazu, ein Anbieterwechsel würde erhebliche Schwierigkeiten (technisch/inhaltlich, Vorwissen/Randbedingungen etc.) bereiten. Die Mehrkosten eines Anbieterwechsels würden auf > CHF 100'000 geschätzt, was wirtschaftlich nicht tragbar wäre.
21.1 Bauen Nationalstrassen, Honorare	487'407.05	x		Groupement Egis HBI p.a. Egis Tunnels	N05.64 080142 Upn.Colombier-Cornaux - TP2 SSB Phase MK jusqu'à 53 - Prestations d'ingénieurs pour BSA (ID 7663)	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Le marché de base a été adjudgé en procédure ouverte. Le projet a subi des changements imprévus qui requièrent des prestations supplémentaires. Des travaux complémentaires demandés par l'UT IX et la CNU dans le but d'améliorer l'exploitation et de réduire les frais d'entretien ont été nécessaires. Seul le soumissionnaire initial entre en ligne de compte, un changement de prestataire entraînerait des difficultés importantes, notamment un surcoût au niveau du traitement des garanties et de l'élimination des défauts ainsi qu'un rallongement important des délais. De plus, le coût dû au retard du projet lié à la prise de connaissance du dossier par le nouveau prestataire est disproportionné compte tenu du coût de l'actuel avenant. Un changement de soumissionnaire entraînerait des coûts supplémentaires substantiels estimés à env. 300'000 CHF, soit environ 60% de plus que le coût du présent marché complémentaire.
21.1 Bauen Nationalstrassen, Honorare	485'100.00	x		Inge K12 Plus SN Zürich Nordast c/o Locher Ingenieure AG	080247, N01/40 UPlaNS ZH Unterstrass - ZH Ost EHS	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt wurden zusätzliche detaillierte und aufwendige Variantenstudien erforderlich, was zu Mehrleistungen führte. Die Projektierungsarbeiten bei der Einhausung Schwamendingen bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Es lassen sich nur mit Nutzung des projekt- und ASTRA-spezifischen Knowhows des Projektverfassers Bau die Fehlerquellen (=Sicherheitsdefizite) wesentlich minimieren und sämtliche beauftragten Leistungen in qualitativ genügendem Masse erbringen. Es gibt keine angemessene Alternative dazu, ein Anbieterwechsel würde erhebliche Schwierigkeiten (technisch/inhaltlich, Vorwissen/Randbedingungen etc.) bereiten. Die Mehrkosten eines Anbieterwechsels würden auf > CHF 100'000 geschätzt, was wirtschaftlich nicht tragbar wäre.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.1 – 21.3	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.3 IKT für die Bestandteile der Nationalstrassen	481'240.00		x	Keyon AG	P-Netz BSA Zugangsplattform und Sicherheitselemente, Pilotierung und Begleitung WTO Ausschreibung des Realisierungsprojektes	BöB Art. 21. Abs. 2 lit. c (techn. Besonderheit, Schutz geistigen Eigentums)	Der Anbieter verfügt über vertiefte technische Kenntnisse des Projektes, insb. die technischen Besonderheiten des Auftrages und die sicherheitstechnischen Anforderungen werden einzigartig erfüllt. Die technischen, als auch prozessorientierten Besonderheiten können in dieser Kombination mit einer lokalen (nicht Cloud-basierten) Installation ohne Datentransfer in die Herstellercloud erfüllt werden. Es gibt keine angemessene Alternative.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare	470'554.90	x		IG STBelchen c/o Emch + Berger AG Bern	N02, 080008, EP STB, Sanierungstunnel Belchen STB / Ingenieurleistungen - Nachtrag	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt sind (unvorhergesehene) Mehrleistungen erforderlich. Die Projektierungsarbeiten im Sanierungstunnel STB bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Die Fertigstellungsarbeiten an den Querschlägen sind anspruchsvoll und können nur von einem Anbieter erarbeitet werden, weil nur er die Abläufe und notwendigen Kenntnisse der konkreten Verhältnisse hat. Die Mehrkosten eines Anbieterwechsels würden auf ca. > CHF 1.0 Mio. geschätzt, was wirtschaftlich nicht tragbar wäre.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare	467'689.00	x		G Kerenzberger c/o AFRY Schweiz AG	070191, N03/70 UPlaNS Weesen - Murg (Kerenzberger), PV-TP1	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt sind Mehrleistungen erforderlich. Die Projektierungsarbeiten im Kerenzbergtunnel bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten und für ein nahtloses Fortführen des Mandates müssen die Kenntnisse sämtlicher Projektzusammenhänge sowie aller technischen Besonderheiten im Detail vorliegen. Die Mehrkosten eines Anbieterwechsels würden auf ca. CHF 100'000 geschätzt, was wirtschaftlich nicht tragbar wäre.
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen (Werkverträge)	462'101.70	x		1357001052 F. Bernasconi et Cie SA	N01.12 080159 Upn.Bernex-Ferney	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Dans le marché de base adjudgé en procédure ouverte, le pouvoir adjudicateur évoque la possibilité d'adjudger en gré à gré selon l'article 13 let. h) OMP (ancienne) d'éventuels autres marchés de construction. Le présent avenant concerne les mêmes prestations que celles du marché de base et ne comprend que des modifications de quantité des positions de prestations déjà existantes dans le contrat d'entreprise, causées notamment par des aléas d'exécution du chantier (Météo ; dimensions des éléments à protéger fournis dans le marché BSA et ayant évolués après adjudication du marché de base). Les exigences de similarité sont donc remplies et l'avenant est adjudgé au soumissionnaire initial.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare	457'767.00	x		Ingenieurgemeinschaft Limmattal c/o B + S AG	120049, N01-36WEST, Projektierung Verbreiterung Fahrbahn SG	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt sind Mehrleistungen erforderlich. Die Projektierungsarbeiten am Limmattalerkreuz bedingen vertiefte technische Kenntnisse der

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.1 – 21.3	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
						Ergänzung, Erweiterung)	bis jetzt getätigten Arbeiten. Verschiedene Datenmodelle und Programme der Ingenieurbüros für die Planerstellung verursachen erhebliche Schwierigkeiten, da jede Übernahme erfahrungsgemäss eine Anpassung und erhebliche Plan-Überarbeitung und teilweiser Neuerstellung der Pläne verursacht. Zusätzlich liegen organisatorische Schwierigkeiten darin, dass die Planung zeitlich und planerisch exakt zu koordinieren ist, da die Bauwerke gemäss Terminplanung gleichzeitig durch denselben Bauunternehmer ausgeführt werden. Bei einem Anbieterwechsel müsste mit substantiellen Mehrkosten i.H.v. über CHF 100'000 gerechnet werden.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare	430'000.00	x		INGE K2 c/o Locher Ingenieure AG	070191, N03/70 UPlaNS Weesen - Murg (Kerenzerberg), Projektverfasser Tunnel/Sisto	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt wurden Mehrleistungen erforderlich. Die Projektierungsarbeiten im Kerenzerbergtunnel bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Da die erwähnten Zusatzleistungen in engem Zusammenhang mit den vertraglichen Leistungen des PV-TP2 stehen, konnten diese nur ihm ausgeführt werden. Eine separate Beschaffung respektive eine Neubeschaffung für diese Massnahmen wäre mit erheblichen organisatorischen Schwierigkeiten und mit substantiellen Mehrkosten in Höhe von ca. CHF 1 Mio. verbunden gewesen, da hierfür die Kenntnisse sämtlicher Projektdetails sowie der technischen Besonderheiten im Detail vorliegen müssen.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare	421'531.00	x		IG Bördeli c/o Basler & Hofmann AG	Nachtrag 1 N08.56 080293 EP Spiez - Interlaken West, PV Bau EK / MK	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt sind (unvorhergesehene) Mehrleistungen erforderlich. Die Projektierungsarbeiten im Projekt EP Spiez - Interlaken West, PV Bau EK / MK bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Die nachofferierten Leistungen sind eine Erweiterung zum Grundauftrag, die unter der Dringlichkeit der beiden Brücken-VoMa's und eines AP's über den gesamten Unterhaltsabschnitt des EP SIW erfolgen. Ein Anbieterwechsel würde zu grossem Knowhow- und Zeitverlust sowie zu erhöhtem Koordinationsaufwand führen, was sich sehr negativ auf den Erfolg des Projektes auswirken würde.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare	420'462.50	x		Groupement CONFIG p.a. CSD Ingénieurs SA	N01.12 140015 - ENG Goulet Perly-Bernex	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Le marché de base a été adjudgé en procédure ouverte. Le projet a subi des changements imprévus qui requièrent des prestations supplémentaires. Ces prestations complémentaires concernent des études d'opportunité demandées par les communes concernées et par le canton. Ces demandes interviennent après la remise du dossier de projet général (GP) et nécessitent ainsi sa modification. Seul le soumissionnaire initial entre en ligne de compte, un

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.1 – 21.3	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
							changement de prestataire entraînerait des coûts supplémentaires substantiels estimés à env. 855'000.00 CHF, ce qui n'est pas supportable du point de vue financier.
21.1 Bauen Nationalstrassen, Honorare	420'253.00	x		IG OBL LOBH c/o Lombardi AG Beratende Ingenieure	N08.60 080290 EP Interlaken Ost - Brienz, Externe Oberbauleitung - Nachtrag 1	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt kam es zu ungeplanten Änderungen, welche Mehrleistungen erforderlich machen. Die zusätzliche und ergänzende Teilphase für die Ausführungsunterlagen beim sehr komplexen Gesamtsanierungsprojekt Interlaken Ost – Brienz bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Die entsprechenden Ausführungsvorarbeiten sind äusserst anspruchsvoll und können nur von der bisherigen Anbieterin erarbeitet werden, weil nur sie über die erforderlichen Kenntnisse der konkreten Verhältnisse verfügt.
21.1 Bauen Nationalstrassen, Honorare	418'310.15	x		Egis Structures et Environnement	N05 - Upn.La Neuveville-Bienne-Ouest, TP3 EES Electro-mécanique	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Le marché de base a été adjudgé en procédure ouverte. L'ouvrage prévu dans ce projet et livré par l'entreprise comportait des défauts qui requièrent des prestations supplémentaires de la part du mandataire qui suivait les travaux. L'élimination des défauts exige une connaissance technique approfondie des travaux réalisés jusqu'ici. Les travaux d'élimination des défauts et de mise en service ne peuvent être réalisés que par un seul soumissionnaire, car lui seul connaît le déroulement des opérations et les spécificités du projet. Seul le soumissionnaire initial entre en ligne de compte, un changement de prestataire entraînerait des difficultés importantes (reprise sans connaissances préalables de la gestion du projet, vérification des nombreux DOR) et entraînerait des coûts supplémentaires substantiels estimés à env. 500'000.00 C HF, ce qui n'est pas supportable du point de vue financier.
21.1 Bauen Nationalstrassen, Honorare	409'968.00	x		IG Kerenzerberg c/o AFRY Schweiz AG	070191 N03/70 UPlaNS Weesen - Murg (Kerenzerberg) PV TP-1	Art. 13. Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Eine separate Beschaffung respektive eine Neubeschaffung des Mandates wäre mit erheblichen organisatorischen Schwierigkeiten verbunden gewesen, da für ein nahtloses Fortführen des Mandates die Kenntnisse sämtlicher Projektzusammenhänge sowie aller technischen Besonderheiten im Detail vorliegen müssen. Ein Wechsel des Planers würde Mehrkosten von 80'000 bis 125'000 CHF verursachen, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre.
21.1 Bauen Nationalstrassen, Honorare	400'000.00	x		INGE K2 c/o Locher Ingenieure AG	70191 N03/70 UPlaNS Weesen - Murg (Kerenzerberg) PV-TP2	Art. 13. Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Eine separate Beschaffung respektive eine Neubeschaffung des Mandates wäre mit erheblichen organisatorischen Schwierigkeiten verbunden gewesen, da für ein nahtloses Fortführen des Mandates die Kenntnisse sämtlicher

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.1 – 21.3	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
							Projektzusammenhänge sowie aller technischen Besonderheiten im Detail vorliegen müssen. Die Beauftragung des bestehenden Projektverfassers stellte die einzige Lösung dar, welche auch zeitnah umgesetzt werden konnte, wobei die zeitnahe Umsetzung aus Sicherheitsüberlegungen (Unterbrüche beim Löschwasserbezug) von grosser Bedeutung war.
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen (Werkverträge)	396'244.40	x		Siemens Schweiz AG	N03, 080342, TUBÖ TUSI, Bözbergtunnel Erhöhung Tunnelsicherheit / Los 015 Brandmeldeanlage Tunnel - Nachtrag	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt sind (unvorhergesehene) Mehrleistungen erforderlich. Die Projektierungsarbeiten im «N03, 080342, TUBÖ TUSI, Bözbergtunnel Erhöhung Tunnelsicherheit» bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Die Arbeiten sind auf Grund der veränderten BLS-Vorgaben sehr anspruchsvoll und können nur von einem Anbieter erarbeitet werden, weil nur er die Abläufe und notwendigen Kenntnisse der konkreten Verhältnisse hat. Es gibt keine Alternative dazu, ein Anbieterwechsel würde erhebliche Schwierigkeiten bereiten, da ansonsten ein neues System ausgeschrieben werden müsste. Die Mehrkosten eines Anbieterwechsels würden auf ca. CHF 3.5 Mio. geschätzt, was wirtschaftlich nicht tragbar wäre.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare	387'000.00	x		Inge FLH c/o Flückiger + Bosshard AG	080260, N04-08-2, PV TN/TU NO1	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt wurden Mehrleistungen erforderlich. Die Projektierungsarbeiten an der Verzweigung Winterthur Nord bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Ein Anbieterwechsel hätte zu einer längeren Planungsdauer (> 1 Jahr), zusätzlichen Schnittstellen und entsprechend zusätzlichen Fehlerquellen geführt. Die Mehrkosten eines Anbieterwechsels würden auf > CHF 700'000 geschätzt, was wirtschaftlich nicht tragbar wäre.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare	385'735.00	x		Consorzio EP15 Rivera Pini Swiss Engineers SA	N2 EP15 Lugano. Rivera, elaborazione PG Svincolo di Sigirino	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	La commessa di base è stata aggiudicata in una procedura di pubblico concorso. Nel progetto si rendono necessarie prestazioni supplementari (non previste). I lavori in oggetto richiedono approfondite conoscenze tecniche dei lavori eseguiti finora affinché tutte le basi progettuali sviluppate nella fase MK/AP possano essere riprese per la corretta integrazione delle nuove esigenze. Questi approfondimenti hanno portato all'offerente iniziale un tale know how di conoscenze che non possono essere riprese da un nuovo offerente senza innumerevoli difficoltà tecniche e organizzative oltre che a costi maggiori e un'inevitabile ritardo nell'esecuzione dei lavori. Solo l'offerente iniziale entra in linea di conto e non vi è un'adeguata alternativa. Un cambiamento di offerente causerebbe importanti difficoltà di ripresa di tutti gli elementi progettuali e delle

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.1 – 21.3	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
							conoscenze specifiche acquisite e maggiori costi legati al cambiamento di offerente sarebbero stimati oltre 100'000 CHF, il che non sarebbe sostenibile economicamente.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare	385'200.00	x		Groupement d'ingénieurs IUB-EB IUB Givisiez SA,	N05.72 080011 Upn.La Neuveville-Bienne-Ouest	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Le marché de base a été adjudgé en procédure ouverte. Le projet a subi des changements imprévus qui requièrent des prestations supplémentaires. Les travaux doivent être prolongés en raison de conduites détériorées et de présence d'amiante et du remplacement des éléments défectueux. La gestion de ces opérations et des retards occasionnés ne peut être réalisée que par le mandataire originel car lui seul connaît les spécificités du projet. Seul le soumissionnaire initial entre en ligne de compte, un changement de prestataire entraînerait des difficultés importantes (pas de connaissance des lieux, ni des travaux déjà réalisés, difficultés à établir les DAO pour les travaux de finalisation de l'ouvrage, difficultés à établir les DOR et difficultés à assurer le suivi des garanties).
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen (Werkverträge)	372'953.35	x		Autcomp AG	N13 Tunnel San Bernardino, Lotto 8680 Sistema di gestione LSK	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	La commessa di base è stata aggiudicata in una procedura di pubblico concorso. Nel progetto si rendono necessarie prestazioni supplementari (non previste). I lavori al lotto 8680 sistema di gestione al Tunnel San Bernardino richiedono approfondite conoscenze tecniche dei lavori eseguiti finora. Tutte le operazioni di programmazione del sistema di gestione devono essere coordinate da un unico operatore al fine di ridurre il rischio di importanti disagi e rischi per la sicurezza. Pertanto solo l'offerente iniziale entra in linea di conto e non vi è un'adeguata alternativa. Un cambiamento di offerente causerebbe importanti difficoltà, quali possibili interferenze, errori nell'attivazione e disattivazione di riflessi tra i vari impianti. I maggiori costi legati al cambiamento di offerente sarebbero stimati attorno a ca. 100'000 CHF, il che non sarebbe sostenibile economicamente.
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen (Werkverträge)	365'982.90	x		Consortium SFD p.a. DEXA AG	N01.10 140058 BSA remplacement caméras N01	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Le marché de base a été adjudgé en procédure ouverte. Le projet a subi des changements imprévus qui requièrent des prestations supplémentaires. Ces prestations supplémentaires impliquent des modifications de logiciels et l'interfaçage qui prend en compte les nouvelles caméras acquises en remplacement de celles initialement prévues et devenues non-disponibles après le début des travaux. Elles sont spécifiques à l'ensemble du projet et ne peuvent être réalisées que par un seul soumissionnaire, car lui seul connaît le déroulement des opérations et les spécificités du projet. Seul le soumissionnaire initial entre en ligne de compte, un

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.1 – 21.3	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
							changement de soumissionnaire entraînerait des coûts supplémentaires substantiels estimés à env. 380'000.00 CHF.
21.1 Bauen Nationalstrassen, Honorare	354'426.00	x		RGR Robert-Grandpierre et Rapp SA	N01.08 130065 PUN Villars/Croix-Cossonay - Prestations de DLT, monitoring et étude trafic (ID 7345)	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Le marché de base a été adjugé en procédure ouverte. Le projet a subi des imprévus qui requièrent des prestations supplémentaires. La poursuite du projet exige une connaissance technique approfondie de la gestion du trafic mise en place jusqu'ici. Cette prestation est complexe et ne peut être réalisée que par un seul soumissionnaire, car lui seul connaît le déroulement des opérations et les spécificités du projet. Seul le soumissionnaire initial entre en ligne de compte, un changement de prestataire entraînerait une interruption de 6 mois au minimum et des coûts supplémentaires substantiels estimés à env. 125'000.00 CHF.
21.1 Bauen Nationalstrassen, Honorare	352'467.50	x		Jauslin Stebler AG	N06.32 EP Muri - Rubigen - PV Trasse und Kunstbauten - Nachtrag 1 2.3 Gemeinschaftsvokabular	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Die Grundlagen für die Erstellung des Projektauftrages waren lückenhaft. Damit die Lücken mit den definierten Zusatzleistungen geschlossen werden können, sind vertiefte technische Kenntnisse (z.B. über Deckbelag, Kabelrohrblock, Strassenentwässerung, Schächte für BSA und Strassenabwasser, Pumpen und deren Energieversorgung; Verkehrsaufkommen und daraus abgeleitet Geometrie und Markierung) der bis heute getätigten Projektierungsarbeiten erforderlich. Bei einem Anbieterwechsel müsste sich der neue Planer insbesondere die Kenntnisse zum Entwässerungskonzept und neuen Kabelrohrblock erarbeiten, was in Bezug auf das Projekt substantiellen Mehraufwand bedeuten würde. Zur Vermeidung von Planungsinkonsistenz wäre bei einem Anbieterwechsel sicherzustellen, dass die unterschiedlichen Planer zu vorangehend aufgeführten technischen Sachverhalten ein gleiches Verständnis haben. Bei einem Anbieterwechsel entstünde zudem eine Schnittstellenproblematik bezüglich der mehreren Teilabschnitten. Die Mehrkosten (zirka 190'000 CHF) für die zusätzlichen Beschaffungsverfahren, für die teilweise doppelte Analyse der Planungsgrundlagen, für die Koordination zwischen den Teilprojekten und für die Abstimmung bei der Erstellung des EK-Dossiers sind insbesondere in Bezug auf die gesamten Planungskosten substantiell.
21.1 Bauen Nationalstrassen, Honorare	336'695.00	x		R. Brüniger AG Engineering & Consulting	160010, N01-42 PZO, Verkehrsingenieure + BSA Zusatzlstg.	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt wurden Mehrleistungen erforderlich. Die Projektierungsarbeiten an den Verzweigungen ZH-Nord, ZH-Ost und Brütisellen bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Die vorliegenden zu vergebenen

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.1 – 21.3	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
							Leistungen ergänzen/erweitern die bereits erbrachten Fachdienstleistungen im Bereich BSA. Ein Wechsel der Anbieterin zu diesem Zeitpunkt (innerhalb der Phase) wäre mit erheblichen technischen Schwierigkeiten wie auch substantziellen Mehrkosten von ca. CHF 50'000.- verbunden.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare	328'201.00	x		Groupement C.S.B. p.a. CSD Ingénieurs SA	N01.06 130044 Jct Rolle réaménagement - APR + DLT de la phase DP à la mise en service (ID7574)	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Le marché de base a été adjudgé en procédure ouverte. Le projet a subi des changements imprévus qui requièrent des prestations supplémentaires. Les études de projet exigent une connaissance technique approfondie des travaux réalisés jusqu'ici. Des modifications du projet, des investigations complémentaires et l'augmentation du périmètre du projet engendrent une augmentation des prestations. Seul le soumissionnaire initial entre en ligne de compte, un changement de prestataire entraînerait des difficultés importantes. Les coûts supplémentaires pourraient s'élever à plus de 150'000 CHF
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare	300'418.00	x		IG Grunder / BPU c/o Grunder Ingenieure AG,	N00.F2 160002 F2 Erhaltungsplanung 2017ff, Datenbank DBU, Anpassung des Tätigkeitsverzeichnisses - Nachtrag 1	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt kam es zu notwendigen Erweiterungen und Ergänzungen der Datenbank DBU. Es sind zu den bereits nachgeführten Daten, weitere Datenelemente hinzuzufügen. Diese Nachführungsarbeiten sind äusserst anspruchsvoll, bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten, insbesondere der bereits erhaltenen und aufwendig erarbeiteten Grundlagen und der spezifischen ASTRA Vorgaben. Zudem muss das praktische Tätigkeitsgebiet à fond bekannt sein Ein Wechsel der Anbieterin hätte, neben dem erheblichen zeitlichen Verlust durch den Wegfall der Erfahrung und des erneuten Aufarbeitens der Grundlagen, grosse Mehrkosten im Rahmen von 60-70% des Beschaffungswertes zur Folge und würde sich sehr negativ auf den Erfolg des Projektes auswirken.
21.2 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen (Werkverträge)	298'874.35	x		ARGE N02 WiRo Signalisation c/o Signal AG	N02, 120101, BSA WI RO, BSA Verz. Wiggertal - Verz. Rotsee Ersatz Streckenausr. / Los 4.1 Signalisation - NACHTRAG	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt sind Mehrleistungen erforderlich. Die Arbeiten im Projekt BSA Wiggertal – Rotsee, Los 4.1, Abschnitt Tunnel Eich bedingen vertiefte Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Die Erneuerungsarbeiten sind anspruchsvoll und können nur von einem Anbieter ausgeführt werden, weil nur er die Abläufe und Kenntnisse der konkreten Verhältnisse hat und den Betriebsmittlersatz auf den koordinierten Baustellenbetrieb durchführen kann. Es gibt keine Alternative, ein Anbieterwechsel würde erhebliche Konsequenzen mit sich ziehen. Das Projekt müsste unterbrochen, alle Arbeiten der anderen Lose müssten neu abgestimmt werden. Die Mehrkosten

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.1 – 21.3	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
							eines Anbieterwechsels werden auf ca. > CHF 0,5 Mio. geschätzt, was wirtschaftlich nicht tragbar wäre.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare	290'000.00	x		Bänziger Partner AG	N03, 090069, EP RHE FRI, N3 P Rheinfelden - Frick und Einzelmassnahmen / Projektverfasser VOMA Kunstbauten, Phase 31-53 NACHTRAG	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt sind (unvorhergesehene) Mehrleistungen erforderlich. Die Projektierungsarbeiten bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Es gab zusätzliche Untersuchungskampagnen und Mehraufwendungen aufgrund zusätzlicher statischer Überprüfungen, Zusatzleistungen infolge Wasserfledermauspopulation in Hohlkasten Brücke N3/322 und zusätzliche Erdbebenberechnungen 2. Stufe bei N3/208, N3/318, N3/320. Es gibt keine Alternative dazu, ein Anbieterwechsel würde erhebliche Schwierigkeiten bereiten und Mehrkosten von mindestens CHF 90'000 verursachen.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare	289'425.00	x		AJS ingénieurs civils SA	N09.40 080474 - Ant.Vallorbe-ESSERT-Pittet - Prestations mandataire bureau d'appui au Maître d'Ouvrage, prestations de DGT	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Le marché de base a été adjudgé en procédure ouverte. Le projet a subi des changements imprévus qui requièrent des prestations supplémentaires. Les études de projet exigent une connaissance technique approfondie des travaux réalisés jusqu'ici. Seul le soumissionnaire initial (BAMO) entre en ligne de compte, un changement de prestataire entraînerait des difficultés importantes (pas de connaissance de l'historique du chantier, arrêt du projet pendant 3 mois, coordination avec les entreprises) et entraînerait des coûts supplémentaires substantiels estimés à env. 150'000.00 CHF, ce qui n'est pas cohérent du point de vue financier.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare	284'827.00	x		AFRY Schweiz AG	N01, 090090, EP ReNe, EP Reusstal - Neuenhof / Zusatzarbeiten PV BSA - NACHTRAG	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt sind (unvorhergesehene) Mehrleistungen erforderlich. Die Projektierungsarbeiten bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Es gibt keine Alternative dazu, ein zusätzlicher Anbieter würde zu komplizierten Schnittstellen und terminlichen Verzögerungen an Systemen führen. Eine solche Verzögerung darf nicht eintreten, da die alten Systeme ihre Lebensdauer erreicht haben und bereits jetzt von Ausfällen betroffen sind. Ausserdem würden dadurch Mehrkosten von mindestens CHF 1,5 Mio. entstehen.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare	278'600.00	x		Ernst Basler + Partner AG	N02, 150004, RHEINTU BS, Rheintunnel Basel Erstellung GP / UVB, NISTRAS und Bewertungen - Nachtrag	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben (N02, 150004, RHEINTU BS, Rheintunnel Basel Erstellung GP / UVB, NISTRAS und Bewertungen). Im Projekt sind (unvorhergesehene) Mehrleistungen erforderlich betreffend die Module UVB, Störfall, Belastete Standorte sowie Materialbewirtschaftung bis zur Fertigstellung des AP-Dossiers. Es gibt keine Alternative dazu, ein

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.1 – 21.3	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
							Anbieterwechsel würde erhebliche Schwierigkeiten bereiten aufgrund der Einarbeitungszeit des neuen Anbieters und des Wissensverlusts. Es gibt keine Alternative dazu, ein Anbieterwechsel würde erhebliche Schwierigkeiten bereiten und Mehrkosten von mindestens CHF 0,53 Mio. mit sich bringen.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare	275'000.00	x		IG EBA c/o Basler & Hofmann AG	N01.22 090037 PEB Wankdorf-Schönbühl 8-Spur - PV Bau/BSA - Nachtrag 5	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Der Grundauftrag wurde im offenen Verfahren vergeben. Dieser Auftrag wird an die gleiche Arbeitsgemeinschaft vergeben, da er dem ursprünglichen Auftrag sehr ähnlich ist. Im Projekt kam es zu ungeplanten Änderungen, welche Mehrleistungen erforderlich machen. Ein Wechsel der bisherigen Anbietern würde zu erheblichen Schwierigkeiten in Bezug auf die Baustelleneinrichtung, des Verfahrens zur Koordinierung der Arbeitsphasen, die Sicherheitsverfahren und die Kenntnis der auszuführenden Arbeiten führen.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare	272'230.00	x		Gähler und Partner AG	100132, N03/68, Werkhof Biäsche, Instandsetzung, Generalplaner für MP- Realisierung DAW	Art. 13. Abs. 1 lit. c VöB	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Nur durch den Einsatz derselben Mitarbeitenden kann das vorhandene Wissen bei den Zusatzaufwendungen genutzt und damit sichergestellt werden, dass die verbundenen organisatorischen, koordinativen und sicherheitsrelevanten Aspekte einheitlich umgesetzt werden. Aufgrund des fehlenden spezifischen Vorwissens und der damit verbundenen langen Einarbeitungszeit würde ein Anbieterwechsel einen erheblichen finanziellen Mehraufwand bewirken. Ein Wechsel des Planer würde Mehrkosten von ca. 40'000 CHF verursachen, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare	270'400.00	x		Consorzio Team PP - PE Neuville-Bienne p.a Project Partners Ltd Consulting Eng	UPIANS La Neuveville - Bienne-Ouest Domaine T/G Géologue (phases MP à 53)	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Le marché de base a été adjudgé en procédure ouverte. Le projet a subi des changements imprévus qui requièrent des prestations supplémentaires. Les études de projet exigent une connaissance technique approfondie des travaux réalisés jusqu'ici. Les prestations complémentaires sont exigeantes et ne peuvent être réalisés que par un seul soumissionnaire, car lui seul connaît le déroulement des opérations et les spécificités du projet. Seul le soumissionnaire initial entre en ligne de compte, un changement de prestataire entraînerait des difficultés importantes (méconnaissance des dangers géologiques, incapacité de finaliser les DOR correctement) et entraînerait des coûts supplémentaires substantiels estimés à env. 280'000.00 CHF, ce qui n'est pas cohérent du point de vue financier.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare	259'850.00	x		IG SIS-13 c/o ILF	Nachtrag 1 N09.72 090129 Zwischbergen Casermettatunnel, Planer MP	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Die durch das Beschwerdeverfahren hervorgerufene Projektsistierung führte im Nachgang zu ungeplanten Änderungen, welche

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.1 – 21.3	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
				Beratende Ingenieure AG		Ergänzung, Erweiterung)	Mehrleistungen erforderlich machen. Die dadurch hervorgerufenen Zusatzleistungen bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Die Projektierungsarbeiten sind äusserst anspruchsvoll und können nur von der bisherigen Anbieterin erarbeitet werden, weil nur sie über die erforderlichen Kenntnisse der konkreten Verhältnisse verfügt. Es kommt nur der ursprüngliche Anbieter in Frage, da ein Wechsel des Anbieters zu grossen Schwierigkeiten führen würde, da die zusätzlichen Dienstleistungen an den Abschluss der Arbeiten im Anschluss an eine bereits festgelegte Projektvorphase gebunden sind.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare	257'569.50	x		Consultest SA Via Campagna 10E	N2 EP04 Airolo-Quinto - Lotto 310 Laboratorio del committente, comparto Quinto	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	La commessa di base è stata aggiudicata in una procedura di pubblico concorso. Nel progetto si rendono necessarie prestazioni supplementari (non previste). I lavori in oggetto richiedono approfondite conoscenze tecniche dei lavori eseguiti finora. Queste prestazioni non potevano essere previste nel contratto di base e sono maturate nel corso dell'avanzamento dell'esecuzione a causa delle difficoltà esecutive, degli imprevisti e delle importanti carenze qualitative delle imprese in cantiere e possono essere eseguite da un unico offerente, in quanto solo lui conosce il decorso del progetto e possiede le necessarie conoscenze delle fasi precedenti. Solo l'offerente iniziale entra in linea di conto e non vi è un'adeguata alternativa. Un cambiamento di offerente causerebbe importanti difficoltà quali il fermo dei lavori di costruzione. I maggiori costi legati al cambiamento di offerente sarebbero stimati in diverse decine di migliaia di CHF, il che non sarebbe sostenibile economicamente
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare	248'950.00	x		C+E Planing AG	N03, 080342, TUBÖ TUSI, Bözbertunnel Erhöhung Tunnelsicherheit / Bauherrenunterstützung BSA, Lüftung und Bau - Nachtra	BöB Art. 21. Abs. 2 lit. c (techn. Besonderheit, Schutz geistigen Eigentums)	Der ursprüngliche Anbieter hat in einem offenen Verfahren den Zuschlag erhalten. Der (bisherige) Anbieter verfügt über vertiefte technische Kenntnisse des Projektes, insb. verfügt er Kenntnisse über die geschichtlich zusammenhängenden Entscheide und Schnittstellen und kann damit die Kongruenz mit den bevorstehenden Elementen gewährleisten. Dank der fundierten technischen Kenntnisse in diesem komplexen Projekt würde ein Wechsel des Anbieters zu erheblichen Schwierigkeiten und unverhältnismässigen Mehraufwendungen führen. Ein Wechsel des BHU würde Mehrkosten von 300'000 bis 600'000 CHF verursachen, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre. Es gibt keine angemessene Alternative.
21.1 Bauten Nationalstrassen, Honorare	228'985.00		x	ACAPRO Sàrl c/o Louis André Girard	N99.99 170041 BSA Uels UT II -Lot 154 - administrateur de procédure (ID 7648)	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. a (Keine oder keine geeigneten Angebote)	Procédure de gré à gré faisant suite à une procédure ouverte ayant dû être interrompue faute de soumissionnaire répondant aux critères de qualification.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.1 – 21.3	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.2 Bauen Nationalstrassen, Bauleistungen (Werkverträge)	119'482.05	x		KIBAG Bauleistungen AG	100133, N07/76, Stützpunkt Müllheim, Ersatz Siegershausen, Erdbau, Hartflächen, Umgebung	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt wurden unvorgesehene Mehrleistungen erforderlich. Die Projektierungsarbeiten am Stützpunkt Müllheim bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Die Ausführungsarbeiten sind anspruchsvoll und müssen vom bisherigen Anbieter ausgeführt werden, weil nur er die Abläufe und notwendigen Kenntnisse der konkreten Verhältnisse hat. Es gibt keine angemessene Alternative dazu. Ein Anbieterwechsel würde erhebliche Schwierigkeiten im Bauablauf und zusätzliche Schnittstellen bereiten. Die Mehrkosten eines Anbieterwechsels würden auf > CHF 20'000 geschätzt, was wirtschaftlich nicht tragbar wäre.
21.2 Bauen Nationalstrassen, Bauleistungen (Werkverträge)	64'129.24	x		Wanzenried Fassaden AG	100133, N07/76, Stützpunkt Müllheim, Ersatz Siegershausen, Fassadenbau	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt wurden unvorgesehene Mehrleistungen erforderlich. Die Projektierungsarbeiten am Stützpunkt Müllheim bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Die Ausführungsarbeiten sind anspruchsvoll und können nur von einem Anbieter ausgeführt werden, weil nur er die Abläufe und notwendigen Kenntnisse der konkreten Verhältnisse hat. Ein Anbieterwechsel würde zusätzliche Schnittstellen bereiten und erhebliche Schwierigkeiten im Bauablauf schaffen. Es gibt keine angemessene Alternative.
21.2 Bauen Nationalstrassen, Bauleistungen (Werkverträge)	29'729.55	x		Consortium N12-Pont sur le Gérignoz et V p.a JPF Construction SA	N12.76 160049 - Ref.Pont Gérignoz, Vdc Chaney	BöB Art. 21 Abs. 2 lit. e (Ersetzung, Ergänzung, Erweiterung)	Dans le marché de base adjudgé en procédure ouverte, le pouvoir adjudicateur évoque la possibilité d'adjudger en gré à gré selon l'article 13 let. h) OMP (ancienne) d'éventuels autres marchés de construction. Le présent avenant concerne les mêmes prestations que celles du marché de base et ne comprend que des modifications de quantité des positions de prestations déjà existantes dans le contrat d'entreprise. Les exigences de similarité sont donc remplies et l'avenant est adjudgé au soumissionnaire initial.
21.3 IKT für die Bestandteile der Nationalstrassen	25'000.00		x	Grolimund & Partner AG	Projekt Migration MISTRA (Integration von Fachanwendungen in eAM)	BöB Art. 21. Abs. 2 lit. c (techn. Besonderheit, Schutz geistigen Eigentums)	Als ursprünglicher Entwickler des betroffenen Systems verfügt der bisherige Anbieter über vertiefte technische Kenntnisse der Software. Die durch das Projekt "Migration Mistra" beim betroffenen System fremd verursachten Kosten wurden bei der ursprünglichen Beschaffung des Wartungsvertrags nicht absehbar. Ein Wechsel des Lieferanten für nur diesen Change würde unverhältnismässige Mehrkosten verursachen, was wirtschaftlich nicht vertretbar ist. Zudem ist der aktuelle Wartungsvertrag des betroffenen Systems nach wie vor sinnvoll und gültig.

Procédures de gré à gré de l'OFROU dans d'autres catégories d'achats et ayant dépassé la valeur seuil du 1.1.2021 au 31.12.2021 (selon publication dans simap)

Sur quoi portaient les acquisitions ?	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
18.02 Informatik-DL im Bereich IKT, exkl. Personalverleih	75'520.00		x	ELCA Informatik AG	Anpassung der Fachanwendung MBP & LDAP für die Integration in eIAM	BöB Art. 21. Abs. 2 lit. c (techn. Besonderheit, Schutz geistigen Eigentums)	Als ursprünglicher Entwickler des betroffenen Systems verfügt der bisherige Anbieter über vertiefte technische Kenntnisse der Software. Die durch das Projekt "Migration Mistra" beim betroffenen System fremd verursachten Kosten wurden bei der ursprünglichen Beschaffung des Wartungsvertrags nicht absehbar. Ein Wechsel des Lieferanten für nur diesen Change würde unverhältnismässige Mehrkosten verursachen, was wirtschaftlich nicht vertretbar ist. Zudem ist der aktuelle Wartungsvertrag des betroffenen Systems nach wie vor sinnvoll und gültig.